

## LES DEUX GUERRES D'INDOCHINE 1945 - 1975

par Stein Tønnesson

historien norvégien\*

40 ans nous séparent de l'ouverture de la première guerre d'Indochine. L'accès aujourd'hui possible des archives françaises et américaines permet à Stein Tønnesson de présenter dans la première partie de cet article une version nouvelle des événements qui précédèrent la guerre "française" d'Indochine en 1945-46. Stein Tønnesson montre comment, en décembre 1946, le Haut Commissaire français en Indochine, vraisemblablement avec l'accord du Président du Conseil Georges Bidault, par des manoeuvres délibérément provocatrices amena les troupes vietnamiennes à passer à l'attaque; il obtint ainsi une rupture des relations franco-vietnamiennes. Les autorités coloniales menaient ce "jeu de poker" alors qu'une crise gouvernementale en France aboutissait à la démission de Bidault et à l'élection de Léon Blum à la Présidence du Conseil. Dès sa prise de fonction, Blum fit envoyer un télégramme au président Hô Chi Minh dans le but de sauvegarder la paix. Dès qu'il eut connaissance des combats qui se déroulaient à Hanoi le 19 décembre, Blum ordonna au commandement des troupes françaises de négocier un cessez-le-feu. Face au refus du général en chef des troupes françaises en Indochine d'obtempérer à l'ordre venant de Paris, et à la pression des milieux politiques français anti-vietnamiens Blum dut s'incliner

---

\*Cet exposé est un remaniement d'un article publié en anglais dans le "Journal of Peace Research", vol. 22, no. 1, 1985. Il se fonde sur une thèse que l'auteur a soutenue à l'université d'Oslo en 1982, intitulée "The Outbreak of War in Indochina 1946". La thèse a été publiée par l'Institut de Recherche sur la Paix, Rådhusgt. 4, 0151 Oslo 1, Norvège et va paraître en français.



devant la volonté des bellicistes.

Dans la deuxième partie de l'article Stein Tønnesson compare les deux guerres indochinoises; la guerre française et la guerre américaine. Il trouve des parallèles remarquables dans les façons dont les deux guerres se sont développées et dans les causes de leur longue durée.

## I

Pendant trente ans, L'Indochine fut une sorte de laboratoire de la guerre moderne. Les communistes y développèrent leurs théories et pratiques de la guerre révolutionnaire, les occidentaux leurs techniques de guerre anti-insurrectionnelle. Les peuples indochinois ont terriblement souffert, et pour beaucoup de jeunes les guerres d'Indochine symbolisent encore le phénomène de la guerre et la souffrance qu'elle amène. Pour l'historien, qui s'approche plus froidement de l'histoire du monde contemporain, les deux guerres d'Indochine sont importantes parce qu'elles font aussi parties des deux événements principaux des relations internationales depuis la deuxième guerre mondiale; la décomposition des empires coloniaux et la guerre froide.

Cet article va traiter de deux guerres d'Indochine, la première et la deuxième, au lieu d'employer les notions habituelles de "guerre d'Indochine" (1946-54) et "guerre du Vietnam" (1959-75). La deuxième guerre fut aussi indochinoise que la première, et les développements dans les trois pays indochinois sont très liés les uns aux autres pendant tout ce siècle. L'article aura deux sections; une présentation des découvertes qu'a faites l'auteur sur la période 1945-47 et une comparaison des deux guerres qui montre combien elles sont semblables. Les politiciens français et américains engagèrent les uns après les autres les jeunes hommes de leurs nations dans une guerre qu'ils savaient ne pouvoir gagner militairement. Ils laissèrent leurs soldats se battre en essayant d'obtenir un changement des rapports de force des fractions politiques de la population vietnamienne, changement que la guerre elle-même rendait peu



probable.

### Quel genre de guerre?

Avant de relater les débuts de la guerre en 1945-46, il est nécessaire de caractériser plus généralement les deux guerres d'Indochine. Elles ont été en même temps des guerres nationales contre une intervention étrangère et des guerres civiles. Les forces étrangères, d'abord françaises, plus tard américaines, furent présentes dans le pays dès le début. L'intervention précéda la guerre. Français et Américains jouissaient du soutien des institutions administratives et militaires du pays même, et ont entretenu des relations excellentes avec des certaines parties de la population: les mandarins, les officiers, les chrétiens, les bourgeoisies urbaines, les propriétaires fonciers, les minorités ethniques. Malgré cela il semble évident que la majorité de la population dominante, les "Annamites", et la grande majorité de l'élite intellectuelle de cette population, ont soutenu les communistes en tant que représentants du mouvement national. Avant chacune des deux guerres, les communistes contrôlèrent le Nord. La guerre fut le résultat d'une lutte politique, menée dans le Sud du Viêt-nam, qui devint de plus en plus violente et entraîna les autres parties de l'Indochine dans le conflit.

Le conflit à l'origine des deux guerres se fondait sur deux revendications vietnamiennes: l'indépendance et l'unité nationale. Dans la perspective des vainqueurs vietnamiens, les deux guerres n'ont été qu'une seule lutte, "la longue résistance", et les buts restèrent les mêmes tout le temps. Cette perspective est certainement idéologique, mais cette idéologie est la même qui servit le Viêt-minh, la République Démocratique du Viêt-nam (RDV) et le Front de Libération Nationale (FLN) de la révolution d'août en 1945 à la conquête de Saigon en 1975. Cette idéologie nationale est un facteur important dans l'histoire de ces guerres. Si l'on pouvait caractériser les guerres par les objectifs des vainqueurs, les guerres d'Indochine seraient des "guerres de libération et d'unification nationale". Une telle caractéristique peut quand même se montrer dangereuse, parce qu'elle tend à distraire l'attention du fait que, dans les trois pays indochinois, prirent parallèlement place des guerres civiles entre les différents groupes politiques, ethniques et religieux. Les luttes



au Laos et au Cambodge étaient en grande partie l'effet des guerres au Viêt-nam, et la notion de libération nationale n'a pas servi les communistes de ces deux pays aussi bien qu'au Viêt-nam. Au Laos et Cambodge, il s'est avéré plus difficile pour les communistes de passer pour les seuls vrais nationalistes, parce que, dans ces pays, la cause nationale ne consistait pas seulement à se libérer de la dominance occidentale, mais aussi à se défendre contre une future dominance vietnamienne. Le khmer rouge s'est vengé de son ancienne dépendance envers les communistes vietnamiens en se lançant, après la prise de pouvoir au Cambodge, dans une politique farouchement anti-vietnamienne.

En fait, les guerres d'Indochine se sont développées à trois niveaux, au niveau civil d'abord, qui fut l'aspect dominant de la première phase de la deuxième guerre (1959-63) et de la période consécutive aux accords de Paris (1973-75), au niveau de la libération nationale ensuite, qui fut l'aspect dominant au Viêt-nam pendant toute la guerre française et pendant la période où le régime de Saigon fut un gouvernement fantoche des Américains (1963-73), au niveau international de la guerre froide entre les pays capitalistes et socialistes enfin, qui fut un aspect important à partir de 1950 et jusqu'en 1975. C'est surtout pendant les deux conférences de Genève, réglant l'affaire vietnamienne en 1954 et laotienne en 1962, que le destin des indochinois fut tranché en tant que partie intégrante de la politique internationale de la guerre froide.

La première des deux guerres commença au deuxième niveau. Pendant les années trente, les Français avaient vu le peuple vietnamien se tourner de plus en plus vers une gauche inspirée par le marxisme et l'Union Soviétique. Dans le vide que créa la capitulation japonaise en août 1945, le front Viêt-minh, dominé par les communistes et dirigé par Hô Chi Minh, lança la "révolution d'août". En tant que président d'une nouvelle république proclamée le 2 septembre 1945 à Hanoi (la RDV), Hô Chi Minh se gagna instantanément une position prépondérante de dirigeant national dans l'esprit des Vietnamiens et devint aussi rapidement très connu à l'étranger. La première guerre d'Indochine fut le résultat de la tentative française de regagner le contrôle de l'ancienne colonie et éliminer le Viêt-minh du pouvoir. Cette reconquête fut presque uniquement motivée par les intérêts nationaux de la France, et très peu par l'idéologie anticommun-





iste occidentale, qui ne dominait pas encore la politique asiatique des puissances occidentales.

#### La guerre après la guerre

L'ouverture des hostilités entre la France et la jeune république vietnamienne à la fin de 1946 ne peut être comprise que si l'on prend en considération trois événements de l'année précédente. Premièrement, le coup de force japonais du 9 mars 1945 mit un terme à plus de 60 ans de contrôle français sur la politique intérieure de l'Indochine. Deuxièmement, la décision des Alliés à la conférence de Potsdam fin juillet 1945 de diviser l'Indochine en deux zones d'occupation chinoise au nord du 16<sup>e</sup> parallèle et britannique au sud de cette ligne, rendit difficile la reconquête française du Nord de l'Indochine. Troisièmement, la révolution d'août 1945 établit une république dirigée par des communistes sur le territoire que la France était fermement décidée à reconquérir.

Des forces japonaises furent présentes sur le territoire français dès 1940, mais l'amiral Decoux, très fidèle au maréchal Pétain, parvint à préserver le contrôle des affaires intérieures de la colonie jusqu'au 9 mars 1945. Le coup d'état japonais fut à cette date probablement motivé par la peur de voir l'armée française soutenir une invasion alliée. Les troupes coloniales françaises furent surprises et n'opposèrent qu'une faible résistance. Une partie de l'armée s'échappa de la première attaque japonaise, mais dut s'enfuir en Chine après des durs combats. La majorité des officiers français fut internée dans des camps de concentration. Le coup japonais eut des conséquences importantes mais aussi contradictoires sur l'histoire de l'Indochine.

D'un côté, le coup mit un terme au régime français et permit aux nationalistes de s'organiser et de revendiquer leur indépendance. Les Français n'obtinrent jamais plus un degré de contrôle égal à celui dont ils jouissaient avant le 9 mars 1945. Les Japonais, en recul sur tous les fronts, ne prirent pas la peine de contrôler la vie des Indochinois comme l'avaient fait les Français. Les Japonais permirent à l'empereur Bao Dai de proclamer l'indépendance du Viêt-nam et d'établir un gouvernement, et ils tolérèrent une énorme quantité d'associations politiques et autres. Alors que le Tonkin souffrait d'une terrible famine, les



associations nationalistes poussaient dans les villes comme le "bambou pendant les pluies de printemps", pour se servir de l'expression d'un historien qui maintient que la révolution vietnamienne se déroula en deux stades: Le "stade bourgeois", sous la protection japonaise à partir du 9 mars, et le "stade communiste", qui commença par un congrès convoqué par le Viêt-minh à Tan Trao le 13 août 1945.<sup>1</sup> Le deuxième stade avait été soigneusement préparé dans les provinces au nord et à l'ouest du Tonkin où le Viêt-minh, fondé en 1941, avait constitué une "zone libérée". Le Viêt-minh influençait aussi la vie politique dans les villes, mais dans les provinces du Sud (le "Nam Bo" ou "Cochinchine") les sectes religieuses Cao Dai et Hoa Hao étaient plus fortes que lui. Du point de vue prestige et légitimité, le Viêt-minh fut considérablement renforcé par le fait que la mission des services secrets américains à Kunming, en échange de renseignements sur les Japonais, fournit le Viêt-minh en armes et envoya même une délégation auprès de Hồ Chi Minh. Avant le 9 mars, les Américains avaient pu obtenir de source française (non officielle) les renseignements recherchés.<sup>2</sup>

D'un autre côté, le coup d'Etat du 9 mars contribua à renforcer la position française sur le plan international. Tant que les autorités françaises en Indochine coopérèrent avec les Japonais, le président Franklin D. Roosevelt pouvait garder son attitude anticolonialiste et demander le remplacement de l'administration vichyste par un "trusteeship" international. Quand les alliés apprirent que l'administration "collaboratrice" de l'amiral Decoux s'était transformée en prisonniers de guerre et que quelques troupes françaises luttaient contre les Japonais au nord de l'Indochine, Charles de Gaulle fit immédiatement des démarches diplomatiques à Washington pour obtenir la reconnaissance américaine de la souveraineté française en Indochine et une aide matérielle à la "résistance" au Tonkin. Roosevelt essaya d'abord de temporiser, mais le 3 avril, son secrétaire d'Etat promit à un interlocuteur français de respecter la souveraineté française. Quand Roosevelt mourut dix jours plus tard et fut remplacé par Harry S. Truman, le projet d'un "trusteeship" fut mis en veilleuse. La France a donc vu sa souveraineté en Indochine diplomatiquement reconnue au moment même où elle l'avait perdue sur le terrain.<sup>3</sup>

Dans ce "trusteeship", le Président Roosevelt avait voulu



donner un rôle prépondérant à la Chine de Chiang Kai-shek, et l'Indochine fut placée dans le "théâtre d'opérations" du généralissime pendant la guerre contre le Japon, ce qui était toutefois lié à l'espoir de Roosevelt de voir les Chinois faire un effort militaire réel contre le Japon. En 1945, la Chine n'était certainement pas devenue la grande puissance que Roosevelt avait espérée ce qui renforça les aspirations britanniques à inclure l'Indochine dans le "théâtre d'opérations" du général Mountbatten. Il devint nécessaire, fin juillet, à la conférence de Potsdam, de prendre une décision. Les Américains cédèrent aux demandes britanniques, mais seulement à moitié. Pour ne pas trop offenser Chiang Kai-shek et ses conseillers américains, les "Combined Chiefs of Staff" choisirent un compromis. L'Indochine fut temporairement divisée en deux zones d'opérations, une zone britannique au sud du 16<sup>e</sup> parallèle et une zone chinoise au nord de cette ligne. Les anglo-saxons s'accordèrent aussi pour pouvoir ultérieurement inclure le reste de l'Indochine dans la zone britannique, si la situation le rendait préférable. Quand la bombe atomique et l'entrée de l'Union Soviétique dans la guerre contre le Japon menèrent à la capitulation soudaine de l'empereur japonais, une lutte sur le territoire indochinois devint superflue. Les Britanniques aussitôt à inclure le Nord de l'Indochine dans leur zone. Ils ne voyaient plus de raison pour diviser l'Indochine, quand le seul but de l'occupation était de recevoir la reddition des Japonais, mais Truman refusa. Washington voulut toujours ménager Chiang Kai-shek.<sup>4</sup>

La division de l'Indochine en deux zones eut des conséquences immenses pour l'avenir. Avant l'arrivée des forces alliées, le Viêt-minh prit le pouvoir à Hanoi, et des comités de libération furent établis dans toutes les villes et provinces principales, y compris Hué et Saigon. Les comités étaient dominés par le Viêt-minh, mais en coopération dans le Sud avec le Hoa Hao, le Cao Dai et les trotskystes. Peu de temps après, les premières troupes britanniques arrivèrent à Saigon, et des troupes chinoises envahirent le Nord.

La décision de Potsdam entraîna une reconquête française rapide du Sud de l'Indochine, mais l'empêcha dans le Nord. Les Britanniques facilitèrent en effet l'arrivée des troupes du général Leclerc, nommé chef du corps de l'expédition en Extrême-Orient par le général de Gaulle. Dès le 23 septembre, le Comité



de libération de Saïgon fut chassé de ses bureaux pour que les Français puissent reprendre la ville en main. En trois ou quatre mois, les forces françaises et britanniques, appuyées même par des troupes japonaises, finirent par supprimer toutes les forces révolutionnaires dans le Sud. Les guérillas Viêt-minh se cachaient encore dans les rizières. Les Français établirent une nouvelle administration coloniale à Saïgon, dirigée par un Haut Commissaire, l'amiral Georges Thierry d'Argenlieu. Dans le Nord, la présence d'une énorme armée chinoise, qui tolérait l'existence du gouvernement Hô Chi Minh, retarda le retour des Français et les obligea même à négocier avec le président vietnamien. Le Viêt-minh y gagna un répit de plus d'un an (septembre 1945 à décembre 1946) pour établir des institutions administratives et militaires dans le Nord avant que ne commence la guerre contre les Français.

En février 1946, le commandement français projetait une opération très risquée contre le Nord: débarquement de troupes à Haiphong et prise de Hanoi par les anciennes troupes coloniales toujours internées. Ces troupes allaient être rapidement réarmées avec des armes discrètement débarquées à l'aéroport de Gia Lam. Mais les Chinois, qui s'engagèrent pourtant par un accord avec les Français le 28 février à retirer leurs troupes de l'Indochine, refusèrent de faire le nécessaire pour faciliter une reconquête française brusquée. Les Français redoutaient une confrontation simultanée avec les Vietnamiens et les Chinois, qui eût pu entraîner une intervention américaine. Ils avaient pour cela ouvert des négociations avec Hô Chi Minh, et le 6 mars, le jour même où les vaisseaux français arrivèrent dans le port de Haiphong, Hô Chi Minh et le représentant français, Jean Sainteny, signèrent un accord. Le gouvernement vietnamien acceptait la présence de 15000 troupes françaises dans le Nord. En contrepartie la France reconnaissait le Viêt-nam comme un "état libre" et s'engageait à entériner la décision du peuple, consulté par référendum, sur l'unification des trois "ky" ou "bo", les trois entités administratives et politiques que les Français avaient créées au Viêt-nam pendant la colonisation (Nam Ky/Bo = Cochinchine, Trung Ky/Bo = Annam, Bac Ky/Bo = Tonkin).

#### L'ouverture des hostilités

L'accord préliminaire du 6 mars était fragile. Ni les autorités





françaises à Saïgon ni le gouvernement français à Paris n'envisagèrent jamais de partager réellement l'autorité dans le Sud avec le Viêt-minh. Le commandement français refusa de négocier tout accord de cessez-le-feu proposé par les représentants du Viêt-minh dans le Sud, et le Haut Commissaire se déroba à fixer une date au référendum. A la fin du mois de mars, les forces révolutionnaires dans le Sud, qui s'étaient regroupées sous un commandement plus efficace, reprirent les attaques contre les troupes françaises, affaiblies par l'envoi de leurs meilleures unités dans le Nord. La guérilla entreprit aussi une persécution systématique des notables pro-français dans les villages.<sup>5</sup>

De longues mais peu fructueuses conférences franco-vietnamiennes eurent lieu à Dalat du 17 avril au 11 mai et en France (à Fontainebleau) du 6 juillet au 10 septembre 1946. Hô Chi Minh, qui se rendit en France sur l'invitation du gouvernement, et Pham Van Dong, le chef de la délégation vietnamienne à la conférence de Fontainebleau, maintenaient leurs deux revendications principales: un état indépendant, non seulement "libre", et l'unité nationale des trois ky. Mais sur ces deux points, la délégation française refusait toute concession. En septembre la délégation vietnamienne se résigna à quitter la France en bateau pour le Viêt-nam, mais Hô Chi Minh resta encore un peu à Paris. Le 14 septembre, il signa un modus vivendi avec le Ministre de la France d'Outre-Mer Marius Moutet (SFIO). La clause principale de cet accord était un armistice pour le Sud du Viêt-nam qui devait entrer en vigueur le 30 octobre. L'accord promettait aussi certaines libertés démocratiques aux populations du Nord et du Sud du Viêt-nam et envisageait des commissions mixtes pour résoudre les problèmes des relations franco-vietnamiennes dans les domaines économiques et militaires.

L'amiral d'Argenlieu et ses conseillers à Saïgon n'approuvaient pas ce modus vivendi. Dans le Nord, en l'absence de Hô Chi Minh, le gouvernement vietnamien était dominé par Vo Nguyen Giap. Ce dernier en profita pour renforcer sa jeune armée et supprimer l'opposition anti-communiste et pro-chinoise avec qui le Viêt-minh avait du partager le pouvoir pendant l'occupation chinoise. Le Viêt-minh devint ainsi la seule force politique dans le Nord. L'opposition pro-chinoise avait été violemment anti-française, et les Français ne firent de ce fait rien pour les protéger, ce qu'ils regrettèrent par la suite.



Dans le Sud, la guérilla renforça ses activités au mois d'octobre, mais à partir du 30, le jour de l'armistice, tout devint calme. Ce calme prouvait bien le contrôle que le gouvernement de Hanoi avait sur elle, ce que les Français avait refusé de croire.

Les libertés démocratiques garanties par le modus vivendi permirent à la population vietnamienne dans le Sud de montrer sa préférence pour l'unité avec le Nord. Les articles de la presse vietnamienne de Saigon en novembre 1946 ne laissent aucun doute quant aux espoirs de la majorité vietnamienne.<sup>6</sup> Le fort mouvement pour l'unification nationale provoqua une crise sérieuse dans le gouvernement séparatiste de Cochinchine fondé le 26 mars et que le Haut Commissaire avait reconnu formellement le 1 juin 1946. Le 10 novembre, la crise entraîna un événement tragique: le président du gouvernement cochinchinois, Dr. Thinh, se suicida.

Le suicide du président Thinh accentua encore la crise. Le Haut Commissaire d'Argenlieu, son conseiller politique Léon Pignon et le général supérieur des troupes françaises en Extrême-Orient Jean Valluy, furent tous d'avis que quelque chose de dramatique devait être entrepris pour contrecarrer les succès du Viêt-minh. Ils se mirent d'accord pour demander au gouvernement français de rompre formellement avec le modus vivendi et de permettre à nouveau des actions militaires contre les forces Viêt-minh dans le Sud. Mais cela n'était pas suffisant. Les dirigeants français à Saigon semblaient avoir abandonné l'espoir de pouvoir résoudre la crise du Sud dans le Sud même. D'ores et déjà, la clé du problème était le pouvoir du "gouvernement de fait" à Hanoi. Il était nécessaire, pensaient d'Argenlieu, Valluy et Pignon, d'exercer une forte pression sur le gouvernement Hô Chi Minh afin de soit le forcer à se soumettre aux exigences françaises, soit de provoquer une scission entre les "modérés" et les "extrémistes" du Viêt-minh, ou encore, si ces deux solutions s'avéraient caduques, de rompre totalement avec Hô Chi Minh et de trouver d'autres représentants du nationalisme vietnamien avec qui traiter. Telle était sans doute la pensée de "l'équipe d'Argenlieu". L'idée d'une "solution Bao Dai" avait déjà été discutée à Saigon.<sup>7</sup>

La plus grande difficulté fut d'obtenir le soutien du gouvernement tripartite à Paris pour une telle "fermeté". Il était en crise après le succès des communistes et le recul des



socialistes aux élections de l'Assemblée Nationale du 10 novembre. C'est à ce tache que se voua d'Argenlieu quand le 11 novembre, au lendemain des élections et de la mort du Dr. Thinh, il quitta Saigon en avion pour Paris, laissant l'intérim du Haut Commissariat au général Valluy avec l'instruction de ne pas exclure "l'hypothèse d'être contraint de recourir à une action de force directe contre le gouvernement de Hanoi..."<sup>8</sup>

L'occasion de recourir à une telle action se présenta dix jours plus tard. Le 20 novembre, la police vietnamienne ouvrit le feu sur quelques agents des Renseignements français à Haiphong qui assistèrent à l'arraisonnement d'une jonque chinoise chargée d'essence, sans doute pour l'armée vietnamienne. La commission mixte des questions douanières, prévue dans le modus vivendi, n'avait pas encore été établie, mais les autorités françaises avait unilatéralement installé un "contrôle export-import" dans le port, à côté de la douane vietnamienne, malgré des protestations énergiques de Hô Chi Minh. Le commandant des forces françaises à Haiphong, le vigilant colonel Dèbes, réagit vigoureusement à l'incident du 20 novembre. Il attaqua aussitôt des postes vietnamiens dans la ville avec des chars et occupa des positions stratégiques. Ces événements créèrent exactement la situation que Saigon avait espéré. L'action de Dèbes aurait aussitôt entraîné un conflit armé majeur si le commandant des troupes françaises en Indochine du Nord, le paisible général Morlière, qui, à l'horreur de ses hommes, s'était pris d'un amour presque paternaliste pour les "annamites", n'était pas intervenu. Il donna l'ordre à Dèbes d'éviter la bataille et envoya un représentant de Hanoi à Haiphong qui négocia un cessez-le-feu.

Quand cette nouvelle parvint à Saigon, Valluy devint furieux. Un échange de télégrammes enfiévrés excitée entre lui et Morlière suivit. Valluy ordonna à Morlière, et à Dèbes directement, de recourir à la ligne de conduite qui avait été suivie initialement, de donner aux Vietnamiens "une dure leçon" et de se "rendre maître complètement de Haiphong". C'est ce que fit Dèbes quand le 23 novembre, il bombardra la ville avec l'artillerie lourde. Des milliers de civils furent tués, et en très peu de temps, les forces françaises occupèrent toute la ville de Haiphong.<sup>9</sup>

A Paris, d'Argenlieu poursuivait son agitation dans les milieux gouvernementaux, qui étaient peu soucieux à réviser la



politique indochinoise dans une situation aussi délicate. Le gouvernement Bidault était sur le point de démissionner. Malgré cela, d'Argenlieu put transmettre à Valluy le 25 novembre qu'il approuvait "entièrement les instructions que vous avez données au Général Morlière. Elles sont dans la ligne des dispositions gouvernementales..." Les ministres les plus importants s'étaient réunis le 23 novembre. Ils avaient approuvé la demande de d'Argenlieu de pouvoir ignorer les clauses du modus vivendi, mais avaient refusé de faire une déclaration gouvernementale dans ce sens.<sup>10</sup>

Saigon dut maintenant faire face à deux problèmes nouveaux. L'occupation de Haiphong ne créa pas d'abord la crise attendue à l'intérieur du gouvernement vietnamien, ni d'incidents graves à Hanoi entre les troupes françaises et les groupes vietnamiens enflammés et mal disciplinés. Morlière et Hô Chi Minh avaient la situation en main. Les Vietnamiens dressèrent des barricades dans les rues, mais évitèrent tout incident dans les jours qui suivirent l'affaire de Haiphong. Hô Chi Minh continuait à espérer une solution pacifique. Cet espoir était lié à l'autre problème de Valluy et d'Argenlieu. Le 28 novembre, le Président du Conseil et Ministre des affaires étrangères Georges Bidault, qui avait protégé d'Argenlieu au gouvernement contre les accusations de Marius Moutet, annonça sa démission. Le 12 décembre, après l'échec des tentatives de Bidault et du dirigeant communiste Maurice Thorez d'être élu par l'Assemblée Nationale à la Présidence du Gouvernement, Léon Blum fut élu. On pouvait attendre de lui une initiative conciliatrice envers le Viêt-nam. Il avait publié dans le Populaire du 10 décembre un article prenant vigoureusement parti pour une solution de paix. Dès que la nouvelle de son élection parvint à Hanoi, Hô Chi Minh commença à lui envoyer des messages désespérés avec des propositions de paix. Mais la transmission de ces télégrammes fut retardée par le Commissaire de la république française à Hanoi Jean Sainteny, qui venait d'être réinstallé dans ses fonctions après un long séjour en France. Au lieu de télégraphier le texte du message de Hô Chi Minh, Sainteny avertit par télégramme le Secrétaire Général du Comité Interministériel de l'Indochine à Paris contre "la méthode" de Hô Chi Minh, qui constituait à prendre contact personnellement avec Léon Blum.<sup>11</sup> Le texte du message de Hô Chi Minh à Blum ne fut transmis que par valise de Hanoi à Saigon, et





n'attint le destinataire que le 20 décembre, le lendemain de l'ouverture des hostilités à Hanoi. Le 16 décembre, Léon Blum fonda un gouvernement socialiste homogène et le 17, il obtint la confiance de l'Assemblée Nationale, mais ce n'était que le 18 qu'il entra dans ses fonctions. Une des premières actes du nouveau président du conseil fut l'envoi d'un télégramme à Hô Chi Minh, exprimant l'importance d'éviter tout incident. Ce télégramme, signé par Blum lui même à côté de la signature de son ministre de la France d'Outre Mer Marius Moutet, fut envoyé de Paris le 18 en "priorité absolue", mais n'attint le président vietnamien qu'après le déclenchement de la guerre.<sup>12</sup>

La première guerre d'Indochine commença le 19 décembre 1946 à 20 heures par une attaque vietnamienne sauvage mais tout à fait inefficace contre les forces françaises à Hanoi. Les Français étaient bien préparés et furent vite maîtres de la situation, occupant après une vingtaine d'heures tous les bâtiments publics de la capitale vietnamienne. Dans les heures qui suivirent l'attaque, une quarantaine de civils français furent cependant tués bestialement dans leurs domiciles, ce qui prit un peu plus tard le nom de "vêpres tonkinoises", et devint en 1947 le plus grand obstacle à la reprise de contact entre la France et Hô Chi Minh. L'attaque vietnamienne fut une grave erreur. Au moment même où l'arrivée de Moutet allait donner à Hô Chi Minh l'occasion de montrer au monde ce que l'armée et la marine française avaient fait à Haiphong, et d'approfondir le conflit entre Moutet et d'Argenlieu, les Vietnamiens retournèrent l'indignation de l'occident contre eux mêmes par la massacre d'une quarantaine de blancs. Hô Chi Minh et Vo Nguyen Giap tombèrent dans la piège de d'Argenlieu et de Valluy.

Deux semaines avant le 19 décembre, toujours indigné de la modération du général Morlière, Valluy avait envoyé le signataire de l'accord du 6 mars, Jean Sainteny, à Hanoi pour assumer son ancienne fonction de Commissaire de la République française pour le Tonkin et le Nord Annam. Sainteny reçut des instructions très précises. Il ne devait faire aucune concession substantielle dans ses conversations avec Hô Chi Minh, mais ne pas non plus forcer Hô Chi Minh lui même à des solutions désespérées. Sainteny devait essayer de provoquer une scission entre le président et les dirigeants extrémistes du Viêt-minh. Par extrémistes, Saigon voulait surtout désigner Vo Nguyen Giap, le ministre de la



Défense et commandant en chef de l'armée. On peut conclure que la mission de Sainteny était de séparer Hô Chi Minh de son ministre de la Défense. Valluy précisa aussi à Sainteny que "si une rupture devait intervenir (il devait) laisser soigneusement l'initiative à nos partenaires en prenant toutes les précautions pour ne pas être surpris par les événements". Cette phrase reflète la peur de Saigon de voir Paris désavouer le Haut Commissaire dans l'hypothèse d'un autre Haiphong. Cette fois le scénario devait être celui d'une agression vietnamienne.<sup>13</sup>

Sainteny et Valluy étaient très bien renseignés sur ce qui se passait au côté vietnamien. Les services spéciaux français avaient des agents très bien placés, et Sainteny était tout à fait au courant des préparations vietnamiennes pour une attaque générale. On l'informa de l'indécision de Hô Chi Minh et de l'impatience de Giap. Dans les jours qui précédèrent l'ouverture des hostilités Sainteny joua vraiment au poker. Ses actions de ces jours là sont devenues le grand secret de sa vie. Il informa le vice consul américain qu'une "action de police" était en préparation contre les dirigeants extrémistes. Le 17 et le 18, il ordonna des "représailles" dans les rues de Hanoi, tuant un grand nombre de Vietnamiens et renforçant la peur d'une répétition de Haiphong. Dans le soir du 18, il semble que Hô Chi Minh fut convaincu par ses collaborateurs de la nécessité d'attaquer le premier et ne plus attendre la réponse de Léon Blum. L'attaque fut fixée pour le lendemain soir à 19 heures. Sainteny apprit cette nouvelle dans la journée du 19. Ce jour là, il avait convenu avec Morlière de faire une "manoeuvre qui avait dans notre esprit le double but soit de provoquer une détente, soit, dans le cas contraire, d'obliger le Viêt-Minh à abattre ses cartes."<sup>14</sup> Ce manoeuvre constituait à donner quartier libre aux troupes françaises pour la soirée et à informer les Vietnamiens de cette décision. Voir les troupes françaises se disperser dans les rues, les cinémas et les cafés devait constituer une tentation pour les "extrémistes", mais un tel geste pouvait aussi signaler à Hô Chi Minh qu'il avait toujours un petit délai pour attendre la réponse de Léon Blum. Le 19, la nouvelle parvint à Hanoi que Léon Blum avait décidé d'envoyer Marius Moutet en mission pour obtenir une amélioration de la situation. Il semble que ces deux nouvelles, la mission Moutet et la déconsignation des troupes, aient incité Hô Chi Minh à retirer l'ordre de



l'attaque. A 19 heures, le calme était total. Sainteny, qui avait attendu l'attaque dans son bureau, conclut que ce n'était pas pour ce soir. Il demanda à Saigon l'autorisation de procéder le lendemain à l'occupation du Palais du Gouvernement Général, et, vers 20 heures, il prit sa voiture pour rentrer chez lui.

Mais les troupes françaises n'avaient évidemment pas été déconsignées comme annoncé. Cela aurait été trop dangereux. Le commandement français avait donné contre-ordre, ce qui a dû provoquer de l'autre côté le sentiment d'avoir été trompé. Le commandement vietnamien a-t-il eu peur d'être devancé par les Français, et Hô Chi Minh, Giap ou quelqu'un autre a-t-il hâtivement pris la décision fatale de déclencher l'attaque malgré tout - avec une heure de retard? Nous ne savons pas qui a pris la décision, mais l'attaque préparée fut bel et bien déclenchée. Sainteny fut surpris. En essayant de rejoindre l'Etat Major de Morlière, sa voiture sauta sur une mine, et le Commissaire de la République fut blessé, mais les troupes françaises parvinrent vite à reprendre l'initiative. Hô Chi Minh prit la fuite avant la prise de son palais par les Français, et le 20 décembre dans la soirée, il appella le peuple vietnamien à résister par tous les moyens. Quelques heures après l'ouverture des hostilités à Hanoi, les autres garnisons françaises dans le Nord furent attaquées aussi, mais, privées de l'effet de surprise l'échec des attaques fut partout assuré, sauf à Vinh où la garnison française reçut l'ordre de se rendre à cause de ses faibles effectifs. La seule résistance possible pour les Vietnamiens resta la guérilla, une guerre "de longue haleine".<sup>15</sup>

Quand Léon Blum apprit la nouvelle de l'attaque vietnamienne, il ordonna immédiatement à Valluy de prendre contact avec l'adversaire pour arrêter les hostilités: "Gouvernement vous donne l'ordre d'arriver à une suspension d'armes si vous en voyez la possibilité sans compromettre la situation des troupes et des ressortissants français." Blum, sans illusions sur le rôle qu'avaient joué Valluy et Sainteny, demanda à Saigon d'"expliquer" les actions de Sainteny la veille du 19. Léon Blum rédigea aussi un nouveau message à Hô Chi Minh qu'il demanda à Saigon de transmettre au président vietnamien. Valluy décida d'ignorer les ordres de son chef d'état, qu'il titulait de "Monsieur Président Blum", et expliqua ses raisons dans un long télégramme pour Paris:



"Je ne vois pas honnêtement moyen pour moi arriver à une suspension d'armes. Nous avons perdu le contact avec Gouvernement VN ... Toutefois si les moyens que général MORLIERE va mettre en oeuvre pour atteindre président HÔ se révèlent inefficaces je suis prêt à faire diffuser par radio Saïgon texte du message de Monsieur Président BLUM. Je crois devoir cependant attirer attention du Gouvernement sur les inconvénients très graves qu'aurait cette diffusion sur moral des troupes engagées dans un dur combat et sur celui des civils français très émus par les assassinats perpétrés sur leurs concitoyens avec une sauvagerie et une perfidie qui vous seront relatées par ailleurs. J'ajoute que l'opinion publique autochtone elle même ne comprendrait pas."16

Un flot de télégrammes suivit le premier. Ils prétendaient tous prouver la "préméditation" vietnamienne de l'attaque et donnaient des descriptions abondantes des atrocités commises sur les civils français. Les nouvelles eurent une influence capitale sur les milieux politiques et gouvernementaux à Paris et rendirent impossible la politique de Léon Blum. Le Président du Conseil plaça son espoir dans les missions de Moutet et du général Leclerc. Ce dernier fut envoyé en Indochine pour faire une enquête sur la situation militaire. Blum connaissait l'animosité entre le général et l'amiral et espérait que Leclerc allait critiquer les dispositions de d'Argenlieu. En février-mars, Leclerc avait insisté sur la nécessité de signer un accord avec Hô Chi Minh, ce qui lui avait donné une certaine réputation de modération. En janvier 1947, il se mit toutefois entièrement aux côtés de ceux qui avaient provoqué la rupture avec le Viêt-minh. Son premier télégramme d'Indochine contenait une demande de renforts, qui fut aussi la conclusion principale du rapport qu'il soumit au gouvernement après son retour. Les espoirs placés par Léon Blum dans la mission Moutet furent aussi caduques. Marius Moutet, qui s'était aussi occupé des affaires coloniales dans le cabinet Bidault aussi, et qui s'était tout le temps opposé à l'indépendance et l'unité du Viêt-nam, n'essaya même pas de





toucher Hô Chi Minh. Comme Leclerc, il fit l'éloge de l'armée française et déclara qu'une folie telle que celle commise par les dirigeants Viêt-minh le 19 décembre ne pouvait rester impunie. Leclerc et Moutet mirent Blum dans une position où il ne pouvait rien faire. Le gouvernement Blum était d'ailleurs transitoire. Dès mi-janvier Paul Ramadier forma un nouveau cabinet tripartite, et Bidault retourna au Quai d'Orsay. Ceux qui s'opposaient à tout contact avec Hô Chi Minh furent maintenant capables de dominer le processus de décision dans le gouvernement, même si le parti communiste et la majorité du comité directeur de la SFIO désiraient rétablir les liens avec la république vietnamienne.

#### Les motifs de la politique française

Quels étaient les motifs de la politique française pendant la période précédant la guerre? Le Haut Commissaire à Saïgon était sous l'influence des colons, qui cherchaient à se venger de l'humiliation qu'ils avaient subie de mars à septembre 1945, et dans le Nord jusqu'au mars 1946. Ce ressentiment de la population civile française se mêlait à l'indignation de l'armée de se voir privée de liberté de mouvement dans le Nord et exposée au risque constant d'embuscades dans le Sud. L'amiral d'Argenlieu était d'ailleurs un homme très moral, peu flexible et presque plus gaulliste que de Gaulle lui-même. Le Haut Commissaire était plus loyal à son général qu'à son gouvernement, surtout qu'à celui de Léon Blum. De Gaulle était alors, comme d'ailleurs la quasi-totalité des hommes politiques français, convaincu de la nécessité de contrôler étroitement les anciennes colonies afin de pouvoir rétablir la France dans sa position de grande puissance. A Paris les gouvernements tripartites, surtout celui de Georges



Bidault, avaient tendance à éviter de prendre des décisions précises, laissant les difficultés au Haut Commissaire lui-même, gardant ainsi la liberté de le critiquer plus tard. Le pouvoir autonome du Haut Commissaire ne peut donc pas être attribué au seul gaullisme et au manque de loyauté de l'amiral, mais s'explique plutôt par une politique voulue du Président du Conseil. Pour Bidault il était plus facile de laisser les décisions à d'Argenlieu que de se mettre d'accord avec les socialistes et les communistes au gouvernement. Bidault s'intéressait peu à l'Indochine, mais, en tant que Président du Conseil, bloquait toute concession au nationalisme vietnamien. Il semble que le motif principal de ce manque de flexibilité de la part de Bidault soit sa peur de "contamination" en Afrique du Nord:

Il y a un problème local, celui de l'Indochine et un problème général, celui de l'Union Française. Ils ne peuvent être dissociés. Il ne faut rien faire en Indochine qui puisse servir de précédent, notamment au regard du Maroc ou de la Tunisie, ni sur le plan des concessions, ni sur le plan des initiatives,

dit-il le 29 novembre 1946 à une importante séance du comité interministériel de l'Indochine.<sup>17</sup>

Malgré les efforts de d'Argenlieu, dès son arrivée à Paris, pour obtenir des instructions précises, ce n'est que le 10 décembre que les principaux ministres avaient pu les signer. Dans le préambule de ces instructions, rédigé par le ministre de Marius Moutet, trois buts principaux de la présence française en Indochine étaient soulignés: le maintien des intérêts culturels et économiques de la France, la protection des minorités ethniques et la sécurité des bases stratégiques. Selon ces instructions gouvernementales, la poursuite de ces buts ne permettait pas d'écarter ni certains contrôles sur le domaine politique ni la délimitation de zones territoriales autour des bases stratégi-



ques qui devaient être directement contrôlées par la France. Un état capitaliste comme les Etats Unis, avec sa force économique, pouvait accorder l'indépendance formelle aux Philippines tout en conservant la gestion de ses investissements "par le recours obligatoire à une aide économique et financière emportant certains privilèges." Cette voie était fermée à la France "par ses principes autant que par les nécessités de son redressement". On peut deviner que le redressement était plus important que les principes. Les territoires associés à l'U.R.S.S., toujours selon les instructions, pouvaient eux aussi être formellement indépendants, "soudés" comme ils étaient "à une métropole dont les possibilités d'intervention sont immédiates". Mais la France était loin d'Indochine et venait de constater combien les possibilités d'intervention n'étaient pas immédiates. La France ne pouvait donc pas se contenter d'un "Commonwealth à l'allégeance purement symbolique", comme le désiraient les Vietnamiens, qui pouvait aboutir à "consacrer à rapide échéance une démission totale de la France et le sacrifice de tous ses intérêts". Telle était la pensée gouvernementale en novembre-décembre 1946. Les mêmes phrases, un peu édulcorées, furent reprises dans le préambule des instructions remises au nouveau Haut-Commissaire Emile Bollaert en mars 1947.<sup>18</sup>

Il semble donc que le gouvernement français avait deux motifs principaux pour ne pas faire des concessions au nationalisme vietnamien; la peur de la "contamination" en Afrique du Nord, et la crainte de voir l'indépendance vietnamienne aboutir à la perte totale des intérêts français en Indochine. Dans les instructions du 10 décembre, le gouvernement soulignait que si le Viêt-nam "pouvait sauvegarder le jeu normal des activités économiques et culturelles françaises, rien ne s'opposerait, bien au



contraire, à l'abandon de toute garantie. Mais une expérience vieille de presque un siècle ... (ainsi que les incidents récents) ... démontre qu'une telle décision est encore prématurée." Le gouvernement se disait donc en principe prêt à accepter la décolonisation, mais pas dans la situation actuelle.

C'est donc pour des raisons purement négatives que Bidault, Moutet et des autres ministres-clés menèrent une politique qui aboutit à une rupture totale avec le gouvernement vietnamien. Avant le 19 décembre, Moutet ne voulait pas accepter la possibilité d'une rupture. Il se rendait compte des difficultés à trouver d'autres groupes politiques vietnamiens sur lesquels la France puisse baser une politique de coopération. Mais les manoeuvres de d'Argenlieu, Valluy et Sainteny, probablement exécutées avec l'accord tacite de Bidault, créèrent pour Moutet ce qu'il considéra comme un fait accompli. Lui, à son tour, créa le fait accompli pour Léon Blum. Le seul parti politique français prêt à faire les concessions nécessaires pour sauvegarder la paix avec le Viêt-nam était le parti communiste, mais les ministres du parti de Maurice Thorez semblent s'être tenus délibérément à l'écart des discussions gouvernementales sur l'Indochine pour ne pas troubler l'unité gouvernementale.<sup>19</sup>

#### La position difficile de Hô Chi Minh

On ne saurait douter de la sincérité de Hô Chi Minh dans sa recherche d'une solution de paix. Ses messages désespérés à Léon Blum et le caractère improvisé de l'attaque du 19 décembre le montrent très bien. Hô Chi Minh avait tout à gagner à retarder la confrontation avec l'armée française, et il le savait. À long terme, il lui était impossible, en tant que leader national, d'accepter un accord avec la France qui ne garantisse ni l'indé-





pendance totale de Viêt-nam au nord du 16<sup>e</sup> parallèle, ni l'extension du pouvoir de son gouvernement au sud de cette ligne. Son problème de point de politique intérieure était que les nationalistes prochinois et proaméricains l'accusaient d'être trop modéré dans ses rapports avec la France. Il faut dire que le pouvoir de ces groupes était très faible après la disparition de leurs protecteurs chinois, mais le modus vivendi avait suscité les mêmes critiques à l'intérieur du Viêt-minh. Après l'occupation française de Haiphong, il semble que la majorité des dirigeants viet-minh, tant au Sud qu'au Nord, voulurent immédiatement rompre avec la France. C'est du moins ce que rapportèrent les espions français dans les milieux vietnamiens. En décembre Hô Chi Minh fut soumis à une pression intense de ses propres collaborateurs pour quitter sa capitale et proclamer la guerre du peuple. C'est sur cette pression que jouait Sainteny.

#### La guerre froide et l'Indochine

La première guerre d'Indochine commença trois ans avant que la guerre froide ne domine la pensée américaine sur les questions asiatiques. La France ne pouvait compter alors sur presque aucune sympathie aux Etats Unis dans sa lutte contre les communistes vietnamiens. Washington conseillait même au gouvernement français d'être généreux dans ses relations avec la république vietnamienne, et, au Département d'Etat, il y avait des gens qui voulaient faire pression sur la France pour la dissuader de poursuivre une politique colonialiste. La presse américaine était manifestement du même avis. La peur d'une intervention américaine ou de la part des Nations Unies était aussi présente à tous les niveaux de l'administration française et constituait sans doute un facteur modérateur.



Pourquoi les Nations Unies n'intervinrent-elles pas en Indochine de la même façon qu'en Indonésie? Pourquoi les USA et l'URSS, tous deux anticolonialistes, ne firent ils rien pour arrêter les colonialistes français en Indochine? En fait, le Département d'Etat s'entendit avec le secrétariat des Nations Unies pour ne pas faire circuler un mémorandum des fronts de libération khmer, laotien et vietnamien destiné aux membres du Conseil de Sécurité.<sup>20</sup> L'explication de cette politique de non-intervention n'est pas du tout à trouver en Asie, mais dans la rivalité entre Moscou et Washington quant au domaine européen. L'importance de la France dans ce domaine était infiniment plus grande que celle des Pays Bas. Les deux super-puissances ne pouvaient pas s'offrir le luxe de provoquer le sentiment national des Français pour faire plaisir à quelques millions d'asiatiques.

En 1945-46, Moscou montra peu d'intérêt pour la révolution vietnamienne. Ce qui comptait beaucoup plus pour le Kremlin était l'influence en France du PCF, qui était représenté dans tous les gouvernements de de Gaulle, Gouin, Bidault et Ramadier, d'août 1944 à mai 1947. La participation du PCF au gouvernement français était pour Moscou une garantie contre l'alignement de la France dans un bloc anticomuniste mené par les Anglo-saxons. Pour la stratégie politique du PCF, la révolution vietnamienne était plutôt gênante en ce qu'elle menaçait sa politique d'alliance avec la SFIO et le MRP et rendait difficile ses essais de se poser comme un parti encore plus patriotique que les autres. Pour le PCF, il était essentiel d'éviter des bagarres "fratricides" entre Français et Vietnamiens. Une guerre coloniale pouvait aggraver les problèmes économiques de la France et créer l'excuse que le PCF pensait souhaitée des Etats Unis pour intervenir dans les affaires de l'Union Française. Pour ces raisons, le PCF



essaya discrètement d'influencer ses camarades vietnamiens et ses partenaires gouvernementaux vers la modération dans leurs relations. Ces essais furent extrêmement discrets parce que le PCF ne voulait risquer ni de se désolidariser des revendications vietnamiennes ni de susciter la colère des colonialistes français. En fait le PCF était paralysé dans sa politique indochinoise, et il en était de même pour Staline, qui, s'il avait pris ouvertement partie pour le Viêt-nam, aurait créé des problèmes au PCF. La presse soviétique et la presse communiste française mentionnaient le Viêt-nam le moins possible. Jamais la presse communiste n'a moins parlé de la prise du pouvoir par les communistes d'un autre pays.<sup>21</sup>

On trouvait dans la presse américaine beaucoup plus d'informations sur le développement au Viêt-nam, mais, paradoxalement, les conseillers du Président américain se sentaient paralysés dans la politique indochinoise à peu près pour les mêmes raisons que les cadres des PC soviétiques et français. A Washington aussi, on s'intéressait surtout à l'Indochine en tant que problème français. Le Département d'Etat avait peur d'une guerre coûteuse qui pût déstabiliser la France, aggraver sa crise économique et renforcer le courant communiste dans les masses de la population. C'est surtout pour cette raison que Washington tenta de dissuader la France de mener sa "politique de fermeté". Ces tentatives furent d'ailleurs très discrètes, parce que les Américains avaient peur de provoquer un sentiment nationaliste et anti-américain en France, qui aurait renforcé la position des communistes français et fait échouer les efforts pour obtenir le soutien de la France quant à la politique anglo-américaine en Allemagne. Le 3 février 1947, Washington ordonna quand même à son ambassadeur à Paris de menacer le gouvernement français d'un



débat au Conseil de Sécurité si la France ne modérait pas sa politique en Indochine.<sup>22</sup> L'ambassadeur Jefferson Caffery ne semble guère avoir aimé ces instructions, et quand il rencontra Bidault, il fit tout son possible pour adoucir les menaces, croyant probablement que la dépêche était issue de la division de l'Asie de Sud-Est au Département d'Etat, anticolonialiste mais peu influente. Il fallut que John Hickerson, chef du Bureau Européen de ce département, assure à Caffery qu'il avait lui même envoyé les instructions. Il expliqua son action de la façon suivante, et cette explication nous révèle beaucoup de la politique française de Washington à cette époque:

... à mon avis une des choses les plus importantes dans ce monde pour les Etats Unis est d'aider la France, dans les limites de ses capacités, à devenir forte et unifiée ... La France va, à mon avis, perdre tout son empire si elle ne trouve pas bientôt une solution satisfaisante à ce fouillis indochinois ... La France aura toujours le temps de sauver quelque chose de l'épave si elle est généreuse et reconnaît le cours du temps comme fait le gouvernement britannique en Birmanie.<sup>23</sup>

Le Ministre des Affaires Etrangères, Georges Bidault, réagit aux critiques des USA et de la gauche française par une concession apaisante. Il accepta enfin ce que Moutet désirait depuis longtemps, la révocation de d'Argenlieu. Le 7 février déjà, Bidault informa l'ambassadeur Caffery de cette décision. Ce n'est qu'après un long délai que cette décision devint officielle et que d'Argenlieu fut informé.<sup>24</sup>

Le remplacement de d'Argenlieu par un civil, Emile Bollaert, ne rendit quand même pas la politique française plus "généreuse". Le MRP bloquait toute reprise de contact avec Hô Chi Minh, et la guerre se développa, mais ne fut jamais discutée aux Nations Unies.

En conclusion, il faut dire qu'en 1945-47, la position internationale de la République du Viêt-nam était aussi faible





qu'elle était forte à l'intérieur du pays. Malgré l'anticolonialisme de Moscou et Washington, aucun d'eux ne fit quoi que ce soit pour aider les Vietnamiens dans leur lutte contre le colonialisme français. C'est que Truman et Staline s'intéressaient surtout aux relations avec les nations européennes, et que la France avait en Europe une position-clé. C'est plutôt la peur du communisme français que celle du communisme vietnamien qui dissuada les Etats Unis d'intervenir dans "les affaires de l'Union Française" en Indochine. Le PCF et le Département d'Etat s'opposaient tous deux à la politique française en Indochine, à cause surtout des répercussions possibles d'une guerre coloniale sur la situation économique et politique de la France, mais ni l'un ni l'autre n'osèrent défendre activement leur point de vue, de peur de s'isoler et de servir les intérêts de l'autre. Le Département d'Etat craignait le communisme français et le PCF craignait l'impérialisme américain. Ces craintes les paralysèrent face au "fouillis indochinois".

Jusqu'à 1950, la guerre d'Indochine a été "la guerre oubliée", rarement mentionnée dans la presse occidentale. Cette dernière s'intéressait beaucoup plus aux événements de la guerre froide en Europe et à la guerre civile en Chine. Pour le peuple français, la guerre devint "la guerre sale", où les soldats ne pouvaient guère distinguer les amis des ennemis dans la population. A tout moment, ils pouvaient être abattus par derrière. L'armée de Giap, contrainte à se tenir sur la défensive, dut se contenter d'une stratégie de guérilla, privé comme l'était le Viêt-minh de tout soutien extérieur. Tout cela changea en 1950 avec la victoire des communistes chinois. Beaucoup d'armes et de matériel furent livrés par la Chine aux zones contrôlées par le Viêt-minh. Dès le 18 janvier 1950, Beijing reconnut le gouverne-



ment Hô Chi Minh, contraignant Moscou à faire de même (le 30 janvier). Le gouvernement français se tourna vers les Etats Unis pour obtenir son aide dans sa lutte contre les communistes.

Secoué par l'explosion du premier essai nucléaire de l'URSS et par la victoire de l'Armée Rouge en Chine, Washington venait de réviser sa stratégie de l'"Europe first". Le "National Security Council" (NSC) avait choisi une nouvelle stratégie qui consistait à contenir le communisme partout où il essayait d'avancer. Dans cette perspective nouvelle, la guerre française ne fut plus essentiellement une guerre coloniale, mais une guerre menée par la France pour la cause des peuples libres contre le communisme. Quand, au printemps 1950, les Etats Unis répondirent à la demande française d'aide massive en Indochine, ce fut la première initiative américaine de la guerre froide en Asie. L'aide qu'avaient apportée les Etats Unis à Chiang Kai-Shek avait été tiède, mais, en 1950, le gouvernement américain se voua vraiment à la cause anti-communiste en Indochine. Le 4 février 1950, Washington reconnut le régime fantoche de l'ancien empereur Bao Dai, qui avait été installé en 1949 après des longues négociations, et le 8 mai 1950 le secrétaire d'état Dean Acheson déclara que la France allait recevoir l'aide souhaitée. La deuxième initiative américaine de guerre froide en Asie fut l'intervention le juin en Corée. Quand, après un an de durs combats, le front se stabilisa en Corée, la guerre d'Indochine fut considérablement intensifiée des deux côtés. Général Giap devint alors en mesure d'engager ses forces dans des combats majeurs. En bref, cela déboucha sur sa victoire à Dien Bien Phu (le 8 mai 1954) et à la division du Viêt-nam en un état socialiste au nord du 17<sup>e</sup> parallèle et un Viêt-nam du Sud, où le catholique Ngo Dinh Diem prit le pouvoir, jeta les Français en



dehors, supprima toute opposition, se basant sur des garanties, une aide économique et des conseillers américains. De cette façon, la nation vietnamienne retrouvait la même situation qui avait précédé la guerre: le Nord contrôlé par les communistes, le Sud par un gouvernement qui fondait son pouvoir sur une puissance étrangère.

\* \*

Telle est l'histoire des débuts de la première guerre d'Indochine, comment les grandes puissances la regardèrent passivement se développer, puis s'allièrent chacun à leur côté, et finalement, en 1954, la conclurent en divisant la nation vietnamienne en deux Etats. La première partie de cet article a rappelé l'essentiel des découvertes qu'a faites l'auteur dans les archives. La deuxième partie de l'article ne portera pas sur les périodes qu'il connaît de sources originales. Un résumé chronologique serait inutile. Il vaut donc mieux immédiatement s'attaquer à une comparaison des débuts des deux guerres, des causes de leur durée et de la façon dont elles prirent fin.

## II

Le débat sur la guerre du Viêt-nam pendant les années soixante-dix, très marqué par l'opposition des milieux intellectuels à la politique américaine, a surtout porté sur les décisions d'escalade dans la guerre prises par les Présidents Kennedy et Johnson, mais les partenaires de ce débat ont eu tendance à négliger le fait que la deuxième guerre d'Indochine avait déjà commencé sous Eisenhower.<sup>25</sup> Cette tendance s'est maintenant inversée. En 1983, l'historien anglais Ralph B. Smith publie le premier volume d'une oeuvre intitulée "An International History of the Vietnam War", et ce volume traite précisément de la période négligée par tant



de critiques de la guerre américaine; les années 1955-61. Smith fait une analyse très différente de celle des historiens américains, parce qu'il y traite non seulement des motifs et des actions américains, mais y prend aussi en considération ceux de toutes les parties engagées. A lire l'analyse faite par Smith de la situation globale à la fin des années cinquante, presque tout semble différent du début de la première guerre d'Indochine. La révolution chinoise, la guerre froide, la guerre de Corée avait profondément transformé l'Asie. Mais, au vu de la situation en Indochine même, on ne peut qu'être frappé par l'analogie du début des deux guerres.

Dans les deux cas, le Viêt-nam était divisé en un Nord communiste et un Sud contrôlé par des forces non-communistes. En 1946, l'armée française contrôlait le Sud. Elle avait déjà entamé la réorganisation des unités "indigènes" ou "partisanes", recrutées surtout parmi les peuples minoritaires des régions montagneuses. A la fin des années cinquante, l'armée sud-vietnamienne, résultat de la formation française d'officiers "indigènes", contrôlait le Sud. Depuis 1955, ils s'étaient vu libérés de la tutelle française.

A la fin de 1945 et au début de 1946, le général Leclerc attaqua avec beaucoup de succès les forces mal équipées du Viêt-minh dans le Sud et les força à se disperser. Après avoir pris le pouvoir en 1954, Ngo Dinh Diem fut sur le point de détruire le parti communiste dans le Sud. Les cadres de Nam Bo se souviennent de cette période comme "l'heure la plus sombre". En 1955-58, comme en 1945-46, ils étaient prêts à négocier, mais, voyant que l'adversaire cherchait à obtenir leur anéantissement complet, ils en ont conclu que l'insurrection armée était leur seule chance de survie.

Les dirigeants d'Hanoi n'ont accepté cette conclusion que lentement. La guerre dans le Sud pouvait handicaper leurs efforts pour s'assurer le soutien des puissances étrangères et même provoquer des attaques contre le Nord lui-même. En mars 1946, les forces du Sud s'étaient regroupées depuis les grandes opérations du général Leclerc et s'étaient lancées dans de nombreuses actions de sabotages et d'attaques de nuit pour "soutenir" les délégations vietnamiennes qui négociaient avec les Français. Ces opérations avaient vraisemblablement été autorisées par le Nord. En 1957-58, sous la pression de Diem, les dirigeants du Sud





redemandèrent une telle autorisation. Cela dut provoquer à Hanoi des discussions animées. Trois problèmes devaient être résolus avant de permettre aux sudistes de se jeter une fois encore dans l'insurrection armée. Il fallait premièrement établir des lignes de communications flexibles et discrètes entre le Sud et le Nord. Deuxièmement, la situation politique dans le Sud devait permettre de créer l'image d'une insurrection populaire contre Diem et non d'une guerre inspirée par Hanoi; il fallait éviter de provoquer une attaque américaine contre le Nord comme en Corée. Troisièmement il fallait s'assurer du soutien de la Chine et de l'URSS, ce dernier problème étant étroitement liée au second.

Le premier problème était infiniment plus complexe en 1958 qu'il ne l'avait été en 1946. La ligne de démarcation du 17<sup>e</sup> parallèle était devenue une des frontières les plus strictes du monde. La seule façon de communiquer avec le Sud était par la voie du territoire laotien. Le Viêt-minh avait retiré ses troupes du Laos après la conférence de Genève, mais le Viêt-nam du Nord continuait à soutenir le Pathet Lao dans les luttes politiques entre les factions des familles qui dominaient ce petit royaume. En décembre 1958, la RDV occupa subitement quelques villages contestés près de la frontière entre le Laos et le Viêt-nam et très proches du 17<sup>e</sup> parallèle. Le but en état probablement de faciliter l'envoi d'hommes et matériel dans le Sud par ce qu'on appela plus tard la "piste Hô Chi Minh". L'envoi de cadres dans le Sud semble avoir commencé à un niveau restreint en juillet 1959.26

Le second problème était tout à fait nouveau par rapport à 1946. Il était alors important de prouver aux Français que la guérilla était sous le contrôle effectif du gouvernement de Hanoi. Les Français maintenaient que les guérilleros n'étaient que des bandits locaux n'obéissant pas au gouvernement de Hanoi. Ce dernier réussit à montrer leur obéissance par le cessez-le-feu du 30 octobre 1946, ce qui provoqua, comme nous avons vu, une crise sérieuse du gouvernement cochinchinois et de la politique française en général. A la fin des années cinquante, c'était à Hanoi de vouloir créer l'image d'une insurrection tout à fait locale dans laquelle la RDV n'avait aucune part de responsabilité. La base politique de Diem avait toujours été faible. Elle se limitait à la minorité catholique, à la police et à l'armée, et comme les faits le montreront, la loyauté de cette dernière



n'était pas assurée non plus. Malgré cela Diem avait connu beaucoup de succès pendant les premières années de sa présidence. La croissance économique résultant de l'aide américaine le soutenait, ainsi que la modération imposée par Hanoi aux cadres du Sud.

Au début, la suppression violente de toute opposition dans le Sud sembla être effective. Mais les méthodes brutales de Diem et de son frère les coupèrent en réalité de tous leurs alliés potentiels, et, face à la montée de la crise, la société toute entière se ligna contre eux. En 1959, le régime de Diem subit une crise profonde. De fait, les opposants non-communistes se montrèrent plus actifs que les communistes dans leurs efforts pour saper la base du régime, et il est possible qu'une insurrection en aurait résulté, sans même la décision d'Hanoi de l'autoriser. Les communistes auraient alors perdu plus encore de leur influence dans le Sud. Mais dès que Hanoi décida de soutenir une insurrection armée, les communistes, dont la technique d'organisation était supérieure, furent capables d'en prendre l'initiative et de dominer la résistance contre Diem. Ils prirent dès le début le contrôle du Front de Libération Nationale, fondé en décembre 1960.

Le troisième problème de Hanoi était d'obtenir le soutien de la Chine et de l'Union Soviétique dans une guerre qui pouvait faire basculer l'équilibre de toute l'Asie du Sud-Est. En 1946, la présence des troupes chinoises au Nord du Viêt-nam avait ajourné la reconquête française et donné un répit à la RDV. Elle ne pouvait alors rien attendre de l'Union Soviétique, et les communistes chinois étaient loin de la frontière sino-vietnamienne. Paradoxalement, la seule puissance dont Hanoi avait espéré l'intervention était les Etats Unis. La situation était bien différente quand commença la deuxième guerre d'Indochine, le Viêt-nam du Nord appartenant au camp socialiste, dont le grand voisin chinois était un membre important. En 1954, les deux grandes puissances communistes avaient obligé les communistes vietnamiens à accepter la division du Viêt-nam à Genève, mais, deux ans plus tard, le conflit sino-soviétique s'était aggravé, ce qui avait accru l'indépendance de Hanoi. Hô Chi Minh y jouait un rôle de médiateur, insistant à la fois sur l'orthodoxie doctrinaire, l'unité du camp socialiste et l'indépendance de chaque parti dans les questions tactiques, reflétant ainsi les



intérêts du parti vietnamien (le parti Lao Dong).<sup>27</sup> Le conflit Moscou-Beijing était opportun, en ce qu'il excluait la possibilité d'une pression commune de la part des partis soviétiques et Chinois sur Hanoi, mais il ne devait pas mener à une scission totale entre eux. Une telle issue eût pu contraindre Hanoi à devoir faire un choix, entraînant alors des problèmes au sein du parti Lao Dong. Dans la situation générale des années 1958-59, le conflit sino-soviétique a pris la forme d'une compétition quant au soutien accordé aux mouvements de libération dans ce qu'on appelait le tiers monde. En 1959, Khrouchtchev fit un pas vers la détente dans ses relations avec les Etats Unis. Hanoi avait alors déjà pris la décision de soutenir une insurrection dans le Sud, et Moscou, par crainte de renforcer la position de la Chine par rapport au pays du tiers monde, ne pouvait difficilement refuser de soutenir cette politique de Hanoi. Dans les années décisives de 1959-60, Hanoi obtint ainsi le soutien de Beijing et Moscou pour relancer la guerre dans le Sud. Après la crise de Cuba en 1962, il semble que Khrouchtchev refusa quand même un soutien matériel des combattants du Viêt-nam. La RDV se tourna donc de plus en plus vers le parti chinois, alors que la révolution culturelle en Chine a plus tard inversé cette tendance.

En 1959, les trois conditions nécessaires à la réussite d'une insurrection se trouvèrent réunies. Les lignes de communication par le territoire laotien étaient prêtes. La haine de la population du Sud contre Diem était si forte qu'il devait être facile de créer l'image d'une insurrection spontanée et non dirigée par Hanoi, et la diplomatie vietnamienne avait obtenu des promesses de soutien de Mao et de Khrouchtchev. En janvier 1959, la 15e session plénière du Comité Central prit la première décision formelle d'une révision de la stratégie, mais elle ne fut rendu publique qu'après une réunion du Bureau Politique quatre mois plus tard.<sup>28</sup> Cette décision était probablement toujours sujette à controverse dans le Lao Dong, et la nouvelle stratégie était formulée en termes vagues. Elle était un compromis entre une fraction qui préconisait une stratégie à long terme de "réunification pacifique", et une autre qui voulait profiter de l'occasion pour lancer l'insurrection armée. Même si les preuves nous manquent, il est raisonnable de voir dans les vieux dirigeants du Viêt-minh (Hô Chi Minh, Pham Van Dong, Vo Nguyen



Giap) les représentants de la formule de "réunification pacifique" et dans les plus jeunes "sudistes" (Le Duan, Nguyen Chi Thanh, Pham Hung, Le Duc Tho) ceux qui préconisaient la reprise de la guerre. La position de Truong Chinh, premier responsable de la transformation sociale trop radicale du Nord en 1954-56, n'est pas claire. Il avait perdu en 1956 son poste de secrétaire général du parti, mais restait encore chargé de tâches importantes. En 1957, Le Duan fut rappelé du Sud pour devenir secrétaire général du parti. On ne saurait douter du fait qu'il y a un rapport entre la décision de reprendre le guérilla et l'accession de Le Duan au pouvoir. Ralph B. Smith ne voit pas Le Duan comme un des fidèles et proches de Hô Chi Minh, mais plutôt comme un rival.<sup>29</sup> Dans le Sud, les cadres communistes interprétèrent la décision du Comité Central comme la permission souhaitée de lancer l'attaque contre l'ennemi. C'est aussi ainsi que les historiens officiels du parti ont interprété la décision de janvier 1959.<sup>30</sup> Les activités de guérilla se multiplièrent en 1959 et culminèrent dans des attaques remarquables en janvier 1960. Au cours de cette année, la crise du régime Diem devint aiguë. En novembre, Diem survécut de justesse à un coup d'état manqué d'un groupe d'officiers.

En septembre 1960, le Lao Dong prit sa deuxième décision importante. Le troisième congrès arrêta une stratégie qui visait à la fois à consolider le socialisme dans le Nord et à libérer le Sud. Cette libération devait se faire par la formation d'un front uni et d'un gouvernement de coalition dans le Sud, sans aucun lien formel avec Hanoi. Trois mois après cette décision, le Front de Libération Nationale (FLN) fut fondé, et en février 1961, les Forces Armées de la Libération du Peuple furent créées. Même le parti s'établit en tant que parti indépendant dans le Sud, mais son rôle principal était de contrôler et de guider le front uni pour éviter qu'il ne développe une stratégie opposée à celle de Hanoi.

Il y a d'importantes différences dans la politique de Hanoi envers le Sud en 1946 et en 1958-61, mais le dilemme principal était le même: comment assurer la libération du Sud sans mettre en péril les acquis dans le Nord. En 1946, le but des attaques armées dans le Sud était de contrecarrer les tentatives françaises d'y établir une administration loyale, et le cessez-le-feu du 30 octobre servit à démontrer la loyauté des forces armées du Sud





à Hô Chi Minh. Les Français en furent sans doute impressionnés, mais cela ne les persuada pas de négocier comme l'avait espéré Hanoi - bien au contraire. A la fin des années cinquante, peut-être en partie à cause des expériences de 1946, Hanoi choisit une stratégie toute différente, celle de l'insurrection indépendante du Sud. Elle fut une réussite pendant plusieurs années. Cinq ans s'écouleront après la première infiltration d'hommes et de matériel dans le Sud avant que les Américains bombardent le Nord.

Les réactions américaines à la crise du Viêt-nam du Sud pendant les années soixante doivent être comparées à la politique française de novembre-décembre 1946. Les décisions américaines de 1964-65 ont été méticuleusement documentées dans les "Pentagon Papers" et discutées et documentées encore mieux dans un grand nombre d'ouvrages.<sup>31</sup> Il nous faut ici être bref et commencer par une conclusion: L'engagement militaire américain pendant les années soixante fut le résultat logique des garanties de sécurité qu'avait données le Président Eisenhower à l'Etat sud-vietnamien. Toutes les décisions importantes des années soixante ont été ressenties par ceux qui les prenaient comme des décisions inéluctables à la suite d'une politique déjà définie et d'ailleurs découlant de l'impératif de partout "endiguer" le communisme ("containment"). Le choix d'un engagement de plus en plus profond au Viêt-nam n'était pas le résultat d'une politique active ou d'une stratégie essentiellement Kennedy'enne, mais une nécessité héritée du passé.<sup>32</sup> Les différences de comportement des Américains en Corée et au Viêt-nam ne s'expliquent pas principalement par un changement de stratégie à Washington, mais par le fait qu'il s'agit de deux types de guerres. La guerre de Corée, même si on n'accepte qu'une seule nation coréenne, était essentiellement une guerre entre deux Etats. Elle commença par une attaque soudaine d'une armée passant une frontière et conquérant un territoire où la population, si elle ne demeura pas passive, ne prit du moins pas une part active aux opérations. La guerre du Viêt-nam fut au contraire une guerre insurrectionnelle qui ne se développa que lentement de l'intérieur du territoire de l'Etat attaqué, et où la population fut soigneusement organisée pour jouer un rôle majeur dans l'effort militaire. Un général McArthur, avec la même liberté d'action qu'en Corée, n'aurait pas pu faire mieux au Viêt-nam qu'un général Westmoreland soudé à un contrôle très strict de Washington. McArthur eût frappé plus fort



au Nord, comme le fit le général Abrams au début des années soixante-dix, mais cela n'aurait pas arrêté l'insurrection dans le Sud.

Paradoxalement, l'escalade militaire américain peut être décrit comme un choix politique défensif. Il s'imposa pour empêcher le succès des communistes dans le Sud. Cela s'applique à la décision prise par Kennedy le 28 janvier 1961 d'approuver le plan anti-insurrectionnel lié à une augmentation du nombre de "conseillers" américains; à l'établissement plus tard d'un commandement américain le 8 février 1962; à l'engagement accru en personnel en 1962-63 et finalement aux décisions plus dramatiques de Johnson en 1964-65. Par contre, on ne peut pas dire la même chose du choix de novembre 1963 de donner le feu vert au coup d'état contre Diem. Sans les signaux d'un soutien des Américains, le coup n'aurait probablement pas eu lieu. Ce fut un choix contesté, inutile et erroné de la part de Washington. En contribuant à éliminer Ngo Dinh Diem, Washington sauvait les Vietnamiens d'un dictateur haï par la majorité d'un peuple. Mais le coup d'Etat éliminait aussi le seul leader non-communiste vietnamien capable d'imposer son autorité à l'intérieur comme à l'étranger. Diem était le seul Vietnamien à pouvoir dépendre des Américains sans que son gouvernement ne devienne un gouvernement fantoche.

Le chaos politique à Saigon qui fit suite à l'assassinat de Diem, mit certainement à mal les possibilités de succès de la politique américaine avant même que ne commence vraiment l'engagement militaire. Du temps de Diem, les Américains pouvaient croire qu'ils venaient en aide à un gouvernement ami, mais, après novembre 1963, les Etats Unis se retrouvèrent dans la même situation où l'avait été la France, défendant un territoire plutôt qu'un gouvernement et essayant de construire une alternative politique à un front nationaliste dominé par les communistes. Pour illustrer ce point, l'on peut citer ce que dit Henry Cabot Lodge, l'ambassadeur qui "autorisa" le coup contre Diem, deux ans plus tard (le 21 juillet 1965), à une réunion avec le président Johnson et ses conseillers les plus importants. Il paraît que personne ne le contredit:

Il n'existe pas une tradition de gouvernement national à Saigon. Le pays n'a pas de racines pour ça. Aucune stabilité ne sera possible avant d'y établir le calme. Je ne pense pas que nous devrions prendre ce gouvernement au sérieux. Personne n'est vraiment capable de faire quoi que ce soit. Nous sommes de l'obligation de faire ce que nous pensons



devoir faire quoi que fasse le gouvernement de Saigon. There is not a tradition of a national government in Saigon.<sup>33</sup>

L'assassinat de Diem créa pour les Américains une situation qui ressemble point par point à la situation des Français après le suicide du Dr. Thinh en novembre 1946. Après son suicide, sa succession à la présidence du gouvernement cochinchinois fut durant un mois l'objet d'âpres discussions. Après la mort de Diem on avait des années de bagarres et coups d'état à Saigon. Le FLN, comme son prédécesseur le Viêt-minh, se montrant capable de profiter de la crise et de renforcer considérablement sa position en peu de temps, les Américains furent convaincus, tout comme d'Argenlieu et Valluy, que la seule façon de pouvoir résoudre la crise dans le Sud était de faire pression sur le Nord. Durant l'été de 1964, l'administration de Johnson mit au point des projets de provocations contre le Viêt-nam du Nord (graduated overt pressures), incluant le bombardement de cibles soigneusement sélectionnées.<sup>34</sup> Le problème était de s'assurer du soutien du Congrès pour des actions militaires contre un autre Etat. Ce problème avait été plus ardu encore pour d'Argenlieu et Bidault, qui devaient tenir compte d'une Assemblée Nationale dominée par la gauche. Les atrocités perpétrés le 19 décembre sur la population civile de Hanoi avaient alors été savamment utilisées par la propagande française, l'indignation nationale forçant Léon Blum et les communistes à se taire. Le 20 décembre 1946, l'Assemblée Nationale vota unanimement un message de soutien aux combattants français, et le 23 décembre, une fois encore sans opposition ni abstention, elle décida d'autoriser le gouvernement à opérer des transferts de crédits à l'intérieur du budget de la Défense Nationale pour permettre l'envoi de renforts en Indochine. Ce n'était pas sans malaise que les communistes français firent ces contributions à l'unité nationale, mais ils étaient bien disci-



plinés.<sup>35</sup> Les Américains eurent leur "19 décembre" quand, le 2 août 1964, le destroyer américain Maddox fut attaqué par des torpilleurs vietnamiens près de la côte nord-vietnamienne et peut-être à nouveau attaqué deux jours plus tard alors qu'il se trouvait en eaux internationales dans le Golfe de Tonkin. Le Président Johnson décida rapidement de bombarder les bases des torpilleurs, et, par une prompte action politique, il obtint du Congrès la "Résolution du Golfe de Tonkin" qui lui donnait carte blanche au Viêt-nam. En janvier 1965, les bombardements réguliers du Viêt-nam du Nord commencèrent. A partir de 1965 il y eut donc en réalité deux guerres américaines au Viêt-nam, la guerre d'attaques aériennes contre le Nord et la guerre anti-insurrectionnelle dans le Sud.

L'auteur espère avoir montré des ressemblances intéressantes entre les débuts des guerres française et américaine. Dans les deux cas, une insurrection se développa graduellement dans le Sud, mettant en crise un régime qui avait été construit sur une base politique faible. Les dirigeants de Hanoi tentèrent d'empêcher que le Nord ne soit entraîné dans la guerre, mais les Français et les Américains tentèrent de faire basculer une situation intenable dans le Sud par des opérations contre le Nord. La différence majeure est que la France avait des troupes au Viêt-nam du Nord qui contrôlaient les grandes villes du Tonkin, tandis que les Américains durent se limiter aux attaques aériennes.

#### Pourquoi les guerres furent-elles de si longue durée?

Un Index de 224 guerres modernes et contemporaines, établi par les Américains Melvin Small et J. David Singer, recense les deux guerres d'Indochine parmi les plus longues.<sup>36</sup> Cette durée





exceptionnelle peut avoir plusieurs raisons, mais l'explication doit s'appuyer sur le fait qu'il ne s'agissait pas d'une armée qui en attaquait une autre en passant une frontière. Les guerres d'Indochine furent des guerres entre d'une part des armées étrangères et gouvernementales très fortes d'un point de vue strictement militaire, mais avec peu de soutien actif dans la population, et d'autre part un front et une armée populaire inférieurs en armes, mais avec une base politique extrêmement bien organisée, surtout en province. Ces derniers étaient donc obligés de choisir une stratégie de guerre "de longue haleine" qui avait pour but d'épuiser l'adversaire psychologiquement, pas de le vaincre militairement. Les opérations militaires du Viêt-minh et du FLN eurent plutôt pour but d'impressionner les opinions vietnamienne, française, américaine et internationale que d'occuper un territoire. Un territoire donné pouvait être occupé le jour par le Viêt-minh, la nuit par les Français sans que cela n'ait d'importance en soi. Les dirigeants des deux camps savaient que le vainqueur serait celui qui se montrerait capable de soutenir la lutte le plus longtemps. Même les grandes batailles, comme celle de Dien Bien Phu en 1954 et l'offensive du Têt en 1968, eurent plus d'importance psychologique que militaire. En 1946, Hô Chi Minh avait la quasi-totalité de l'opinion publique de son côté contre les Français. Pour "gagner la partie", la France aurait dû imposer un autre gouvernement au peuple vietnamien, convaincre la population vietnamienne de la défaite assurée du Viêt-minh et maintenir intact le soutien à la guerre dans la population métropolitaine. Les Français ont fait très peu de progrès dans le domaine de propagande et n'approchèrent guère de la victoire. Le point de départ des Américains semblait beaucoup plus favorable, mais, après "l'heure la plus sombre" dans le Sud



(1956-58), les communistes reprirent l'initiative. Avec une rapidité remarquable, ils reconquirent les positions qu'ils avaient eu avant que ne soient retirés les cadres du Sud en 1955-56. Les Américains se trouvèrent donc dans la même situation que les Français. Les communistes vietnamiens mirent 3 à 10 ans pour retourner les opinions publiques américaine et française, mais c'est ainsi qu'ils gagnèrent leurs guerres.

Il peut paraître surprenant que les responsables politiques français et américains semblent avoir compris dès le début dans quelle genre de guerre ils s'engageaient, et qu'une issue purement militaire n'était pas possible. Les engagements français et américains ne s'expliquent pas par un manque de connaissance de cause. Les généraux et administrateurs français étaient bien informés. Ils comprirent vite que, pour abattre le Viêt-minh, il était indispensable de donner à quelqu'un d'autre cela même qu'on avait refusé à Hô Chi Minh; l'indépendance et l'unité. Mais pour quoi se battre si non pour défendre le contrôle français sur les colonies? Les Français ne trouvèrent jamais d'issue à ce paradoxe. S'ils gardaient le contrôle qu'ils croyaient nécessaire pour défendre les intérêts français en Indochine, ils pouvaient être sûrs de ne pas gagner le soutien populaire nécessaire pour abattre le Viêt-minh. S'ils abandonnaient ce contrôle, la guerre perdait son sens, et les concessions faites au Vietnamiens pouvaient créer des problèmes en Afrique du Nord. Cela explique pourquoi les Français furent si lents à faire les concessions nécessaires à Bao Dai. A la fin, la France dut laisser la moitié du Viêt-nam à Hô Chi Minh, alors que l'autre moitié tombait aux mains de Diem et de ses conseillers américains.

Le 8 janvier 1947 déjà, le général Leclerc tenait dans son rapport au gouvernement Blum le raisonnement suivant:



Devant une telle situation, la solution complexe, et probablement longue à venir, ne pourra être que politique: en 1947 la France ne jugulera plus par les armes un groupe-ment de 24 millions d'habitants qui prend corps, et dans lequel existe une idée xénophobe et peut-être nationale. Néanmoins, plus l'effort militaire accompagnant notre politique sera puissant, plus cette solution sera possible et rapide. Tout le problème est là. Etudier notre politique n'est pas de mon ressort. Je me permets néanmoins de supposer que celle-ci devra consister à opposer au nationalisme vietminh existant, un ou plusieurs autres nationalis- mes. Où? Quand? Avec qui se fera l'accord? La difficulté du problème saute aux yeux ... Mais le problème capital reste, dès maintenant, politique. Il s'agit de composer avec un nationalisme xénophobe qui s'éveille, de le canaliser afin de sauvegarder, au moins en partie, les droits de la France.<sup>37</sup>

Cette analyse était en parfaite harmonie avec les points de vue de d'Argnelieu et du principal personnage derrière la stratégie politique de Saigon, son conseiller politique Léon Pignon, qui, après avoir été "exilé" au Cambodge pendant la période Bollaert, lui succéda comme Haut Commissaire en 1948. Il semble quand même que les autorités de Saigon étaient plus optimistes que Leclerc quant aux possibilités d'obtenir des changements politiques rapides, du moins pendant la première "euphorie" qui suivit la rupture du 19 décembre. Ils croyaient à quelque chose qu'ils appelèrent un "choc psychologique", qui devait résulter de la démonstration de la force militaire française. Saigon fut rapidement déçu. Les Français ne purent pas trouver de "nationalisme" à opposer au Viêt-minh, mise à part la restauration de la monarchie sous Bao Dai. Cette issue fut un temps tenue pour indésirable par les partis politiques français de gauche, et Bao Dai lui même craigna de devenir une fois de plus un empereur fan- toche. Le ministre de la France d'Outre-Mer Marius Moutet comprit quant à lui, que les opérations de guerre elles mêmes rendaient impossible le ralliement des Vietnamiens modérés à une politique de coopération. Après le déclenchement de la guerre, ces Vietna- miens se virent plus contraints encore qu'auparavant à la loyauté



face au Viêt-minh. De ce fait et non à cause d'un soudain bellicisme, Moutet insista en janvier 1947 sur la suspension des efforts politiques jusqu'à la fin des opérations militaires qui devaient punir les instigateurs de l'attaque du 19 décembre. Leclerc pensait qu'un effort militaire prolongé pouvait soutenir une action politique et que seule cette dernière pouvait déboucher sur un résultat stable. Moutet pensait au contraire que les opérations militaires constituaient un obstacle au rapprochement des nationalistes modérés. L'action militaire devait donc être d'assez courte durée pour permettre la reprise de l'action politique. Moutet ne pensait pas à imposer une solution par la force armée, mais à une sorte d'opération punitive.

Le plus important est de noter que, dès les débuts, ni le Viêt-minh ni la France, ni Leclerc ni Moutet, ne croyaient à une solution militaire. Le but des opérations militaires était de faire impression. Les Vietnamiens se préparaient pour une guerre "de longue haleine", mais gardaient aussi la porte ouverte aux négociations. Les dirigeants français comprenaient tous que la solution ne pouvait être que politique, mais ils jugeaient différemment l'effet des opérations de guerre sur les chances de succès de l'action politique.

Il en est de même quand on examine la guerre américaine. Les hommes politiques américains comprirent très tôt que la guerre allait durer longtemps et se préparèrent consciemment pour cela. Il est vrai que dans son livre "America's longest War" - autrement excellent - l'historien George Chr. Herring affirme que "l'optimisme" avec lequel la nation américaine est partie en guerre en 1965 explique la frustration énorme qui s'ensuivit deux ans plus tard, "à l'intérieur du gouvernement et en dehors".<sup>38</sup> Ce raisonnement est exact quant à l'opinion publique, le Président





Johnson s'étant consciemment abstenu de dire la vérité à son peuple, mais il n'est pas exacte quant au gouvernement. Dans l'administration américaine, il n'y eut pas d'optimisme trompeur, ce que montre très nettement une étude publiée par Larry Berman en 1982. Le 7 février 1965, date des premiers bombardements du Viêt-nam du Nord par les avions américaines, le "National Security Adviser" du Président Johnson, McGeorge Bundy, écrit à son Président:

Les combats au Viêt-nam seront dans le meilleur des cas de longue haleine. Il nous paraît important de clarifier à notre peuple et au peuple du Viêt-nam ce fait fondamental. Trop souvent par le passé, nous avons donné l'impression qu'il était possible d'espérer une solution rapide. Nous croyons personnellement que le peuple des Etats Unis a le volonté nécessaire pour accepter et mettre en oeuvre fondée sur la réalité, à savoir qu'il n'existe pas de raccourci à une victoire au Viêt-nam du Sud.<sup>39</sup>

le 2 juillet 1965, Ministre de la Défense Robert McNamara établit un groupe restreint d'experts militaires chargés de répondre à la question suivante: Si nous faisons tout qui est en notre pouvoir, pouvons nous avoir la certitude de gagner au Sud Viêt-nam? Leur réponse fut que cela dépendait du sens donné aux mots "certitude" et "gagner". La certitude pouvait être "supérieure à 75 %" si le mot "gagner" pouvait être compris comme "démontrer au VC (Viet Cong) qu'il ne pouvait pas gagner".<sup>40</sup>

Les experts militaires ne voulaient donc pas promettre une victoire militaire, même si les Etats Unis faisaient tout ce qui était dans ses capacités, ce que le Président Johnson n'envisagea certainement pas de faire. En fait, les bombardements du Nord Viêt-nam reflètent le manque de confiance en une victoire dans le Sud. Le rapport de McGeorge Bundy montre aussi qu'il comprenait personnellement l'importance qu'allait avoir la patience de l'opinion publique américaine. D'autres conseillers dirent la même chose à Johnson aussi, mais il refusa de préparer son peuple à une longue guerre pour éviter de gêner ses grands projets de politique intérieure.

Pourquoi alors les Français et les Américains se sont ils engagés dans des guerres qu'ils ne pouvaient gagner militairement et où les possibilités d'obtenir une victoire politique étaient minces? La réponse n'est pas, comme beaucoup d'observateurs l'ont



cru, que les chefs français et américains étaient faussement optimistes, qu'ils prenaient leurs désirs pour des réalités. La réponse repose sur la conviction que les alternatives à la poursuite de la guerre, étaient pires. Les politiciens français et américains ne furent pas capables de tirer une conclusion rationnelle et très radicale de ce qu'ils savaient de la réalité vietnamienne, la conclusion que les Britanniques tirèrent de la réalité birmanienne et indienne en 1947 et que Charles de Gaulle tira de l'Algérie en 1962. Les gouvernements de la IV<sup>e</sup> République ne pouvaient pas assumer la responsabilité d'une politique aussi radicale, de peur d'une scission dans les coalitions gouvernementales, d'une contamination des autres colonies, et d'une perte de "grandeur". McNamara et Johnson sentaient que leur pays allait perdre sa "crédibilité internationale" s'il ne pouvait pas remplir les engagements pris avec le gouvernement de Saigon. McNamara prenait la théorie des dominos très au sérieux, et Johnson était terrifié par la pensée d'être le premier Président américain à perdre une guerre.<sup>41</sup> Il n'était pour ces raisons pas souhaitable d'abandonner la guerre même si la victoire semblait impossible.

En conclusion, une explication de la durée des guerres d'Indochine doit prendre en considération le fait qu'aucun des protagonistes ne croyait à une victoire purement militaire. Les deux côtés cherchaient à obtenir des changements politiques et psychologiques par des moyens militaires. Les deux guerres d'Indochine furent par leur nature même des guerres prolongées parce que la notion de victoire y prit une signification particulière: démontrer à l'adversaire qu'il ne pouvait pas gagner.

#### La fin de deux guerres

Les tournants des guerres d'Indochine furent la bataille de Dien Bien Phu en 1954 et l'offensive du Têt en 1968. L'offensive de Têt eut le même effet sur l'opinion publique des Etats Unis que la chute de Dien Bien Phu sur celle de la France, situation un peu ironique parce que, si Dien Bien Phu fut bien un désastre militaire français, l'offensive du Têt - au plan strictement militaire - se termina par une défaite très nette du FLN et du Nord Viêt-nam. Les assaillants furent partout repoussés et perdirent une telle quantité d'hommes qu'ils furent contraints à rester sur la défensive pendant toute l'année qui suivit.



L'offensive du Têt est probablement unique dans l'histoire militaire par le fait que le côté qui fut écrasé sur le champ de bataille, enleva sur l'opinion publique de l'ennemi une grande victoire psychologique et politique, par l'effet même de ces batailles.

Après les batailles de Dien Bien Phu et du Têt, les publiques françaises et américaines furent enfin convaincus que la seule solution possible passait par des négociations avec l'ennemi. Les Français étaient déjà engagés dans des négociations à Genève quand la garnison de Dien Bien Phu dut capituler. Les négociations entre Américains et Vietnamiens commencèrent en 1969. Le négociateur français à Genève était celui même qui mena la France à la guerre en 1946, Georges Bidault. Il tenta d'éviter la chute de Dien Bien Phu en demandant l'intervention d'avions américains. Washington prit cette demande au sérieux et évalua même l'option nucléaire, mais le Président Eisenhower décida, au chagrin de Bidault, de s'abstenir d'une intervention directe dans la guerre.<sup>42</sup> Les Français furent donc contraints à se contenter d'atouts diplomatiques. Peu de temps après la décision américaine de "non-intervention", Georges Bidault dut quitter la scène et laisser l'Hôtel Matignon et le Quai d'Orsay au grand critique de la guerre, Pierre Mendès France. Il fut lui capable d'obtenir des résultats à Genève qui surprirent tout le monde, compte tenu du désastre récent de Dien Bien Phu. Cela montre encore une fois combien ces guerres d'Indochine furent "extra-militaires". En 1954 Hô Chi Minh et Pham Van Dong acceptèrent un compromis qu'ils avaient refusé en 1946. Ils obtenaient l'indépendance du Nord, mais seulement en promettant de retirer leurs troupes du Sud, d'établir une ligne de démarcation sur le 17<sup>e</sup> parallèle et de faire dépendre l'unification de leur pays d'un espoir fragile: que les cosignataires de l'accord remplissent leur engagement d'organiser des élections nationales et équitables en 1956. L'accord de Genève fut le plus grand triomphe de la vie politique de Mendès France. Le Secrétaire d'Etat John Foster Dulles l'appela "superman". Le seul défaut de ce triomphe était que la France elle même n'en profita pas. Pendant la conférence de Genève, Bao Dai désigna Ngo Dinh Diem comme premier ministre. Ce dernier était très anti-Français et mit bientôt tous les "colonialistes" à la porte.

Pourquoi les communistes vietnamiens furent-ils si complai-



sants à Genève? L'explication doit résider dans le fait que les délégations françaises et vietnamiennes n'étaient pas seules à la table. La conférence de Genève fut une conférence de grandes puissances, et les ministres des Affaires Etrangères du Royaume Uni, de l'Union Soviétique et de la Chine prirent tous activement partie aux négociations. Les Etats Unis étaient aussi représentés par une délégation, mais celle-ci était dirigé par un diplomate d'un niveau inférieur; Dulles ne voulait pas s'engager dans des négociations avec les "commies". La cause de l'attitude complaisante de la délégation de Pham Van Dong doit être sa perception des relations franco-américaines. Les dirigeants de Hanoi espéreraient pouvoir empêcher une intervention américaine ultérieure dans les affaires de leur pays en y gardant encore un peu les Français. Ils voulaient que les Français limitent le pouvoir de Ngo Dinh Diem. C'était la sans doute la stratégie de Hô Chi Minh et de ses proches collaborateurs Pham Van Dong et Vo Nguyen Giap. Leur politique a du être perçue comme un échec quand Diem obtint si facilement l'expulsion des Français et leur substitution par des conseillers américains, et l'abandon du Sud a du être violemment ressenti par les cadres responsables de la lutte dans le Sud. Le plus important "sudiste", Le Duan, devint secrétaire général trois ans après Genève et convainquit ensuite le parti de recommencer la lutte armée dans le Sud.

Il semble aussi que la délégation vietnamienne de Genève était soumise à une pression sino-soviétique. Zhou Enlai joua un rôle important quand Pham Van Dong accepta le 13 juillet que la ligne de démarcation soit placé au 16e au lieu du 13e parallèle, et encore quand le 17 parallèle fut accepté une semaine plus tard. La pression chinoise semble avoir été plus importante que celle de Molotov, mais ce dernier donna aussi son poids à cette ultime concession.<sup>43</sup> La participation à la conférence de Genève était un événement diplomatique pour la République Populaire de Chine. Il était capital pour Zhou Enlai d'en faire un succès. Il pouvait aussi profiter de la divergence des intérêts américains et franco-britanniques en Asie. Pour Molotov, il était encore plus important de séparer Londres et Paris de Washington. Il espérait ainsi éviter la Communauté de Défense Européenne, que Dulles tentait par tous les moyens d'imposer à la France. Comme le rapporta à Washington le 17 mai 1954 la délégation américaine de Genève, le message de Molotov aux Français et aux Britanniques





était que, s'ils voulaient se dissocier des forces et de la direction américaines, les Soviétiques allaient être raisonnables et leur aider à régler l'affaire indochinoise.<sup>44</sup>

Après la défaite de Dien Bien Phu, Mendès France put donc profiter de la diplomatie de la guerre froide. La crainte des Vietnamiens d'une intervention américaine et l'espoir des grandes puissances communistes de pouvoir dissocier les occidentaux furent des atouts majeurs dans la main de Mendès France. En 1969, Johnson et son successeur Richard Nixon n'eurent plus de tels atouts. Après l'offensif du Têt, le peuple américain savait ce qu'avaient su Johnson et ses conseillers dès le début: la guerre allait durer longtemps et ne pouvait pas être gagnée militairement. Le problème de Washington fut le même que celui de Pierre Mendès France: comment se retirer de l'Indochine sans perdre la face?. Washington avait son candidat au rôle de "superman", le Dr. Kissinger, mais il fut incapable d'obtenir une solution rapide à la conférence de Paris. Cette fois, les Vietnamiens négociaient tous seuls. Nixon-Kissinger employèrent tous les moyens disponibles pour faire pression sur Hanoi, exceptée une augmentation supplémentaire des effectifs américains au Viêt-nam. Ce moyen là était rendu impossible par le fait que Nixon avait promis dans sa campagne présidentielle de retirer les troupes américaines et de "vietnamiser" la guerre. Mais Nixon-Kissinger bombardèrent plus que Johnson ne le fit jamais et en 1970, entraînaient le Cambodge dans la guerre. Ils firent des approches auprès de Mao Zedong et de Leonid Brezhnev et essayèrent de les faire intervenir auprès des dirigeants de Hanoi. Mais Moscou et Beijing ne prirent pas part aux négociations comme en 1954. Cette fois, les Vietnamiens étaient assez forts pour décider eux mêmes, et ils se déclaraient prêts à demeurer à Paris jusqu'à ce que leurs chaises pourrissent.

Après quatre ans de négociations et guerre, avec seulement quelques répit dans les bombardements, Washington se décida en 1973 à accepter un accord bien pire que celui des Français en 1954. Les troupes américaines allaient être retirées complètement, laissant les forces du FLN et du gouvernement Thieu contrôler les territoires qu'elles occupaient dans le Sud. Certes, on était d'accord pour une trêve, mais elle ne dura pas longtemps. Il est intéressant de noter que, du côté communiste, le même processus de décision qu'en 1946 et en 1953-59 semble



s'être répété en 1973-75. Ce ne fut qu'après une pression considérable du FLN, des chefs militaires du Sud et du groupe autour de Le Duan que le Bureau Politique à Hanoi permit au FLN de rompre la trêve et d'attaquer les forces du régime de Saigon. De leur côté les forces de Nguyen Van Thieu ne semblent avoir tenu aucune compte de la trêve. La décision de donner le feu vert à l'offensive finale en mars-avril 1975 ne fut prise qu'à la dernière minute et avec la plus grande répugnance de la part des dirigeants de Hanoi, qui, se faisant, allaient à l'envers des conseils de Beijing.<sup>45</sup> Phnom Penh succomba aux Khmers Rouges avant la conquête de Saigon par le FLN et l'armée nord-vietnamienne.

\* \*

Cet article a essayé de montrer à quel point les deux guerres d'Indochine furent semblables, par la façon dont elles se sont engagées et par les causes de leur durée, mais non par la façon dont elles prirent fin. En fait, toute la période 1945-75 peut être conçue comme une seule lutte révolutionnaire, avec quatre tentatives visant à obtenir l'indépendance et l'unité de la nation vietnamienne sous une direction communiste. La première tentative en 1945 n'eut pas de succès parce que les Britanniques aidèrent les Français à reconquérir le Sud de l'Indochine. La deuxième tentative, en 1946, d'obtenir l'unification du pays par des négociations avec la France, fut aussi un échec. Les Français préférèrent la guerre. Après huit ans de lutte, dont ils restèrent épuisés, les Français furent quand même capables de sauver l'Etat sud-vietnamien de l'épave. La première guerre d'Indochine transforma l'Indochine en quatre Etats indépendants, mais ne donna pas l'unité aux Vietnamiens. La troisième tentative commença en 1959. Il avait été mieux préparé que les deux premières. Cette fois, les communistes choisirent la stratégie d'une insurrection indépendante dans le Sud, mais, après cinq ans, les insurgés étaient devenus si puissants que Washington décida de s'engager directement dans la guerre. L'opinion publique américaine fut aussi patiente que l'avait été la française et toléra la guerre pendant huit ans (1965-73). Par l'accord de Paris, les communistes vietnamiens s'engagèrent à ajourner encore une fois l'unification du pays, mais, deux ans



plus tard, ils entamaient leur quatrième tentative. Cette fois, il n'y avait plus de puissance occidentale prête à intervenir. Le Président américain était paralysé par les effets du scandale du Watergate, et la révolution triompha enfin. Si l'on considère toute la période 1945-75 comme une seule guerre révolutionnaire, elle est certainement la plus longue de toutes les guerres modernes, la "guerre de trente ans" de l'histoire contemporaine.

## NOTES

1. Smith, Ralph B., "The Japanese Period in Indochina and the Coup of 9 March 1945" dans le Journal of Southeast Asian Studies, vol. 9, no. 2, September 1978, p. 301.
2. Patti, Archimedes L., Why Vietnam? Prelude to America's Albatross, University of California Press, Berkeley/Los Angeles/London 1980.
3. La révision de la politique anti-française et anti-colonialiste de Roosevelt fut discutée énergiquement par les historiens anglo-saxons à la fin de la deuxième guerre d'Indochine. Le débat portait sur si, quand et pourquoi cette politique avait été abandonnée dans la période 1944-1946, surtout si cette révision fut le résultat de la mort de Roosevelt ou non, mais personne entre eux ne tint suffisamment compte de l'importance du coup japonais du 9 mars dans le changement dans la politique américaine. Voir Hess, Gary R., "Franklin Roosevelt and Indochina" dans Journal of American History, vol. 59, sept. 1972, pp. 353-368; Siracusa, Joseph, "The United States, Viet-Nam and the Cold War: A Reappraisal" dans Journal of Southeast Asian Studies, vol. 5, pp. 82-101; Hess, Gary R., "United States Policy and the Origins of the French - Viet Minh War, 1945-46" dans Peace and Change, vol. 3, nos. 2 & 3, Summer/Fall, pp. 21-33; LaFeber, Walter, "Roosevelt, Churchill and Indochina: 1942-45" dans American Historical Review, vol. 80, Déc. 1975, pp. 1277-1295; Thorne, Christopher, "Indochina and the Anglo-American Relations 1942-45" dans Pacific Historical Review, vol. 45, Fév. 1976, pp. 73-96; Herring, George C., "The Truman Administration and the Restoration of French Sovereignty in Indochina" dans Diplomatic History, vol. 1, Spring 1977, pp. 97-117 et; Herring, George C., America's Longest War, The United States and Vietnam 1950-1975, New York 1979, chapitre 1. La meilleure et la plus récente contribution à la discussion, fondée à la fois sur des sources anglaises et américaines est; Watt, D. Cameron, "Britain, America and Indo-China, 1942-1945" dans Watt, D. Cameron, Succeeding John Bull, America in Britain's Place 1900-1975, Cambridge University Press 1984, pp. 194-220.
4. Foreign Relations of the United States (FRUS), 1945, vol. II "Potsdam", p. 1465.



5. Devillers, Philippe, Histoire du Viêt Nam de 1940 à 1952, Seuil, Paris 1952, pp. 251 et sq.
6. Devillers, op.cit. p. 324.
7. Tønnesson, Stein, The Outbreak of War in Indochina 1946, PRIO-Report no. 3, Oslo 1984, pp. 114-123.
8. Lettre no. 460 du 11 nov. 1946 de d'Argenlieu à Valluy, citée par Valluy dans La revue des deux mondes du 1 déc. 1967, p. 363. Voir aussi Tønnesson, op.cit. p. 115.
9. Valluy à Morlière no. 1903/3.T, et à Dèbes no. 1904/3.T du 22 nov. 1946, cités dans le rapport Morlière du 4 déc. 1946, Archives Nationales Section Outre-Mer (AOM), CP-sup. 7. Pour un récit plus détaillé, voyez Tønnesson, op.cit. p. 144. Beaucoup de livres sur la guerre de l'Indochine citent le chiffre de 6000 morts à Haiphong, mais ce chiffre ne renvoie qu'à une seule source, l'amiral Battet, qui en novembre 1946 n'était pas du tout en Indochine. "Pas plus de 6.000 tués, en ce qui concerne le tir du croiseur sur les colonnes de fuyards civils..." dit-il au professeur Paul Mus, en mai 1947 (Mus dans Témoignage Chrétien du 12 août 1949). Des autres estimations varient de 300 (Valluy) à 20000 (RDV). Une note, datée du 13 déc. 1946, d'un des services de renseignements français, dit que 10000 Vietnamiens ont été tués ou blessés pendant les batailles de Haiphong et Langson. Cela doit nous permettre de conclure que le nombre de morts à Haiphong se compte en milliers. Voir Tønnesson, op.cit. p. 148f.
10. Haussaire Paris à Haussaire Saigon, 25 nov. 1946, AOM-Aix, IMIF 5. Tønnesson, op.cit. p. 235.
11. "J'ai la certitude que GA, je dis GA, rééditant la tactique maintes fois utilisée va chercher par tous les moyens à prendre contact avec le président BLUM personnellement" (GA=Gouvernement Annamite), Sainteny pour Messmer dans Haussaire à Cominindo sans numéro 16 déc. 1946, 04H20, AOM Tél. 938.
12. Le message de HÔ Chi Minh fut envoyé de Saigon dans Haussaire à Cominindo no. 2062F du 18 décembre 1946 et reçu à Paris le 20 décembre. Le message de Blum à HÔ Chi Minh fut envoyé de Paris sous le no. 238/CH/Cab le 18 décembre. La copie des deux se trouve dans AOM Tél. 938.
13. Les instructions de Valluy à Sainteny sont citées dans Haussaire à d'Argenlieu no. 1938F, 3 Déc. 1946, AOM CP sup. 2 (3). Le texte a été reproduit in extenso dans Tønnesson, op.cit. appendix 2.
14. Sainteny, Jean, Histoire d'une paix manquée, Amiot Dumont, Paris 1953, p. 223-224 (édition Fayard 1967 p. 246).
15. Les événements du 19 décembre sont relatés en détail dans Tønnesson, op.cit. pp. 205-221.





16. L'ordre de Blum se trouve dans EMGDN à Haussaie (signé Juin) no. DN/CAB 264, 20 Déc. 1946. La réponse de Valluy est dans Haussaie à FOM et EMGDN (signé Valluy), 21 déc.
17. Compte rendu de la séance du Comité interministériel de l'Indochine du 29 novembre 1946 dans les Archives Nationales, F60 C3035. Voyez aussi Tønnesson, op.cit. p. 280.
18. "Instructions (10-XII-46) pour Monsieur le Haut-Commissaire de France en Indochine", Archives du Ministère des Relations Extérieures, fonds E-162-1-2 et "Etats Associés". Le texte entier du préambule des instructions a été reproduit dans Tønnesson, op.cit., appendix 4.
19. Alain Ruscio parle de l'"ultra-prudence" et de la "quasi-silence" du PCF après les événements de novembre-décembre 1946; Alain Ruscio, Les Communistes français et la guerre d'Indochine 1944-1954, Paris (l'Harmattan) 1985, p. 157.
20. Note de W. Wallner, le 14 février 1947, National Archives (Wash.), file 851G.00/2-447.
21. Pour des tentatives très intéressantes de présenter, analyser et défendre la politique indochinoise du PCF, voyez Charles Fournieau et Alain Ruscio, "Le monde politique français, le P.C.F. face au déclenchement de la première guerre d'Indochine" dans les Cahiers d'histoire de l'Institut Maurice Thorez, vol. 10, 1976 no. 19 pp. 191-227 et vol. 11, 1977 no. 22, pp. 177-217; Alain Ruscio, "Les communistes, le gouvernement français et l'Indochine en 1947" dans Cahiers d'histoire de l'Institut de recherches marxistes, 1983 no. 13, pp. 25-40; et Alain Ruscio, Les communistes français ..., op.cit.
22. Voyez le dépêche de Washington à Paris dans Gareth Porter (ed.) Vietnam: The Definitive Documentation of Human Decisions, New York (Coleman) 1979, vol. 1 doc. 94, pp. 139f.; ou Senator Gravel (ed.), The Pentagon Papers, the Defense Department History of United States Decisionmaking on Vietnam, Boston (Beacon Press) 1971, vol. 1 p. 31; ou Foreign Relations of the United States (FRUS), 1947, the Far East, vol. VI, p. 68. Ce document a souvent été mal compris parce que les "Pentagon Papers" soulignaient la phrase "Frankly we have no solution to suggest" tandis que la phrase menaçante, "If some country should bring matter before Security Council we would find it difficult to oppose an investigation Indochinese problem unless negotiations between parties were going on", fut omise dans la citation.
23. Hickerson à Bonbright le 4 février 1947, National Archives (Wash.), file 851G.00/2-447.
24. Le Secrétaire d'Etat (Marshall) au consul général des U.S.A. à Saigon (Reed) le 7 février 1947, National Archives (Wash.), file 851G.00/2-747.
25. La collection de documents de Gareth Porter, op.cit. ne compte que 16 documents des années 1956-59, mais reproduit 127 documents de la période 1960-63 et 143 documents de



1964-67.

26. Smith, Ralph B., "Towards a History of Vietnam 1941-75" (critique de Porter, op.cit.) dans Modern Asian Studies, vol. 16, 1982, no. 2, p. 323; Smith, Ralph B., An International History of the Vietnam War, vol. 1, Revolution versus Containment, 1955-61, London (MacMillan) 1983, p. 166,168.
27. Smyser, W. R., The Independent Vietnamese: Vietnamese Communism between Russia and China, 1956-1969, Athens Ohio 1980.
28. Chen, King C., "Hanoi's Three Decisions and the Escalation of the Vietnam War", Political Science Quarterly, vol. 90, 1975, no. 2, p. 246.
29. Smith, An International..., op.cit. p. 129.
30. Porter, op.cit., vol. 2, doc. 21, p. 44.
31. Quelques uns des plus importants sont: Herring, op.cit.; Leslie H. Gelb & Richard K. Betts, The Irony of Vietnam: The System Worked, Washington (Brookings) 1979; et Larry Berman, Planning a Tragedy, the Americanization of the War in Vietnam, New York, London (Norton) 1982.
32. Pour l'importance de la stratégie de "containment" dans la politique américaine, voyez l'excellent livre de John Lewis Gaddis, Strategies of Containment, a Critical Appraisal of Postwar American National Security Policy, New York, Oxford (Oxford University Press) 1982. Il me semble quand même que Gaddis met trop l'accent sur la particularité de la nouvelle formule stratégique de l'administration Kennedy, nommée "flexible response".
33. "There are no roots in the country. Not until there is tranquility can you have any stability. I don't think we ought to take this government seriously. There is simply no one who can do anything. We have to do what we think we ought to do regardless of what the Saigon government does...", Berman, op.cit. p. 108.
34. Herring, op.cit. p. 119.
35. Journal Officiel de la République Française, débats parlementaires, Assemblée Nationale, séance du 20 décembre 1946, p. 196-197 et 3. séance du 23 décembre 1946, p. 360. Voyez aussi Tonnesson, op.cit. p. 244-246.
36. Melvin Small & J. David Singer, Resort to Arms, International and Civil Wars, 1816-1980, Beverly Hills/London/New Delhi (Sage) 1982.
37. Rapport Leclerc du 8. janvier 1947, cité in extenso dans Vincent Auriol, Journal du Septennat 1947-1954, tome premier 1947, version intégrale établie, introduite et annotée par Pierre Nora, Paris 1970, pp. 661-664.
38. Herring, op.cit. p. 145.



39. "At its very best, the struggle in Vietnam will be long. It seems to us important that this fundamental fact be made clear to our people and to the people of Vietnam. Too often in the past we have conveyed the impression that we expect an early solution is possible. It is our own belief that the people of the United States have the necessary will to accept and to execute a policy that rests upon the reality that there is no short cut to success in South Vietnam." Berman, op.cit. p. 43.
40. Ibid, p. 138f.
41. Ibid, pp. 110, 116, 118.
42. Foreign Relations of the United States (FRUS) 1952-54, vol. XVI The Geneva Conference, Washington (US Government Printing Office) 1981. Moisi, Dominique, "La diplomatie américaine et la crise de Dien Bien Phu" dans Politique Etrangère, no. 2 1979, pp. 293-305.
43. FRUS 1952-54, op.cit., pp. 1368, 1373f. François Joyaux, La nouvelle question d'Extrême Orient, l'ère de la guerre froide (1945-1959), Paris (Payot) 1985, p. 254. François Joyaux, La Chine et le règlement du premier conflit d'Indochine, Genève 1954, Paris (Publications de la Sorbonne) 1979, p. 283-285. Joyaux montre que le rôle de Molotov dans la pression sur les Vietnamiens fut moins important que ne prétendent Philippe Devillers et Jean Lacouture dans La fin d'une guerre - Indochine, 1954, Paris (Seuil) 1960, p. 268, mais l'ancienne version est pourtant reproduit dans Jean Lacouture, Pierre Mendès France, Paris (Seuil) 1981, p. 255.
44. "... if they will disassociate themselves from US strength and leadership, they will find Soviets not unreasonable regarding their interests in Indochinese settlement", FRUS 1952-54, op.cit. p. 827.
45. Voyez la présentation des mémoires du général Tran Van Tra dans Far Eastern Economic Review, October 1, 1982.

